

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2008/27073]

## 6 MARS 2008. — Circulaire relative à la mise en œuvre du régime de responsabilité environnementale

La présente circulaire a pour objet d'expliciter la mise en œuvre du nouveau régime de la responsabilité environnementale résultant de la Partie VII - Responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et réparation des dommages environnementaux du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, telle qu'insérée par le décret du 22 novembre 2007.

Ce décret établit un cadre de responsabilité environnementale fondé sur le principe pollueur-payeur, en vue de prévenir et de réparer les dommages environnementaux. Il transpose de la sorte la Directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale.

Après une brève présentation du nouveau régime, seront successivement examinés les droits et devoirs de chaque acteur, les procédures applicables aux différentes étapes du régime, les informations actuellement disponibles sur l'état des différents milieux ainsi que les articulations avec les législations existantes. En dernier lieu sera présenté un tableau de référence des activités de l'annexe I<sup>re</sup> de la partie décréte du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

## 1. Introduction

## Champ d'application et régime de responsabilité

Le principe de responsabilité s'applique aux dommages environnementaux et aux menaces imminentes de tels dommages lorsqu'ils résultent d'activités professionnelles, dès lors qu'il est possible d'établir un lien de causalité entre le dommage et l'activité en question.

Le décret distingue alors deux situations complémentaires, auxquelles s'applique un régime de responsabilité distinct : d'une part, dans le cas d'activités professionnelles énumérées par l'annexe I<sup>re</sup> du Code de l'Environnement, partie décréte, et, d'autre part, dans le cas des autres activités professionnelles.

Le premier régime de responsabilité s'applique principalement aux activités agricoles ou industrielles classées IPPC, aux activités rejetant des métaux lourds dans l'eau ou dans l'air, aux installations produisant des substances chimiques dangereuses ainsi qu'aux activités de gestion des déchets (notamment les décharges et les installations d'incinération). Selon ce premier régime, l'exploitant peut être tenu pour responsable même s'il n'a commis aucune faute.

Le second régime de responsabilité s'applique à toutes les activités professionnelles autres que celles énumérées dans l'annexe I<sup>re</sup> du Code de l'Environnement, partie décréte, mais uniquement lorsqu'un dommage, ou une menace imminente de dommage, est causé aux espèces et habitats naturels protégés par la législation communautaire. Dans ce cas, la responsabilité de l'exploitant ne sera engagée que si celui-ci a commis une faute ou s'est montré négligent.

Le décret prévoit un certain nombre de cas d'exclusion de la responsabilité environnementale. Ainsi, le régime de responsabilité ne s'applique pas en cas de dommage ou de menace imminente de dommage qui résulte d'un conflit armé, d'une catastrophe naturelle, d'une activité relevant du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une activité de sécurité internationale, ainsi que d'une activité relevant de certaines conventions internationales. Par contre, les activités principalement liées à la Défense nationale tombent dans le champ d'application de la présente législation.

## Prévention et réparation des dommages

Lorsqu'une menace imminente de dommage environnemental apparaît, l'exploitant prend les mesures préventives appropriées et prévient l'autorité compétente et le collège communal concerné si la situation perdure. La DGRNE (Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement) peut également obliger l'exploitant (pollueur potentiel) à prendre ces mesures ou elle les prend elle-même et recouvre par la suite les frais afférents à ces mesures.

Lorsqu'un dommage se produit, l'autorité compétente oblige l'exploitant concerné à prendre les mesures de réparation appropriées ou elle les prend elle-même et recouvre par la suite les frais. Si plusieurs dommages se sont produits, l'autorité compétente peut décider de l'ordre de priorité dans la réparation des différents dommages.

La réparation des dommages environnementaux prend différentes formes selon le type de dommage :

— pour les dommages affectant les sols, le décret exige que les sols concernés soient décontaminés jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun risque grave d'incidence négative sur la santé humaine;

— pour les dommages affectant les eaux ou les espèces et habitats naturels protégés, le décret vise à la remise de l'environnement en l'état antérieur au dommage. A cet effet, les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés doivent être restaurés ou remplacés par des éléments naturels identiques, similaires ou équivalents, soit sur le lieu de l'incident, soit, si besoin est, sur un site alternatif.

## Quelques définitions (article D.94)

Activité professionnelle : toute activité exercée dans le cadre d'une activité économique, d'une affaire ou d'une entreprise, indépendamment de son caractère privé ou public, lucratif ou non lucratif.

Mesures préventives : toute mesure prise en réponse à un événement, un acte ou une omission qui a créé une menace imminente de dommage environnemental, afin de prévenir ou de limiter au maximum ce dommage.

Mesures de réparation : toute action, ou combinaison d'actions, y compris des mesures d'atténuation ou des mesures transitoires visant à restaurer, réhabiliter ou remplacer les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés ou à fournir une alternative équivalente à ces ressources ou services.

Ressource naturelle : les espèces et habitats protégés, les eaux et les sols.

Services et services liés à une ressource naturelle : les fonctions assurées par une ressource naturelle au bénéfice d'une autre ressource naturelle ou du public.

Réparation primaire : toute mesure de réparation par laquelle les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés retournent à leur état initial ou s'en rapprochent.

Réparation complémentaire : toute mesure de réparation entreprise à l'égard des ressources naturelles ou des services afin de compenser le fait que la réparation primaire n'aboutit pas à la restauration complète des ressources naturelle ou des services.

Réparation compensatoire : toute action entreprise afin de compenser les pertes intermédiaires de ressources naturelle ou de services qui surviennent entre la date de survenance d'un dommage et le moment où la réparation primaire a pleinement produit son effet.

Coûts : les coûts justifiés par la nécessité d'assurer une mise en œuvre correcte et effective de la Partie VII du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, y compris le coût de l'évaluation des dommages environnementaux, de la menace imminente de tels dommages, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi.

Coûts liés à la prévention et à la réparation

Dans l'hypothèse où la DGRNE a elle-même mis en œuvre des mesures de prévention ou de réparation, celle-ci recouvre les coûts supportés auprès de l'exploitant responsable du dommage ou de la menace imminente de dommage. Le même principe s'applique à l'égard des évaluations environnementales réalisées afin de déterminer l'étendue du dommage et les mesures à prendre pour le réparer. L'autorité compétente doit entamer les procédures de recouvrement dans les cinq ans à compter de la date d'achèvement des mesures de prévention ou de réparation ou de la date à laquelle l'exploitant responsable ou le tiers, ont été identifiés, la date la plus récente étant retenue.

Si plusieurs exploitants sont co-responsables d'un dommage, ils doivent supporter les coûts afférents à la réparation soit solidairement soit sur une base proportionnelle.

La demande d'action

Les personnes physiques ou morales qui pourraient être affectées négativement par un dommage environnemental ainsi que les organisations dont le but est la protection de l'environnement peuvent, sous certaines conditions (intérêt suffisant, informations et données étayant les observations,...), demander aux autorités compétentes, au sens du décret, d'agir face à un dommage. Les personnes et organisations ayant introduit une demande d'action peuvent entamer un recours auprès d'un tribunal ou d'un organisme ad hoc en vue de faire apprécier la légalité des décisions, actions ou inactions de l'autorité compétente.

## 2. Droits et obligations de chaque acteur

### a) Exploitant

- Prévenir les menaces imminentes de dommage environnemental;
- Informer l'autorité compétente, ainsi que le ou les collègues communaux concernés, si les mesures de prévention ne sont pas suffisantes;
- Informer l'autorité compétente, ainsi que le ou les collègues communaux concernés, en cas de dommage environnemental;
- Prendre immédiatement les mesures pour combattre, endiguer, éliminer ou traiter les polluants;
- Proposer les mesures de réparation du dommage (remise en état pour la biodiversité et l'eau, élimination de risque pour la santé humaine en ce qui concerne les sols); et
- Prendre les mesures de réparation nécessaires telles que définies par l'autorité compétente;
- Introduire une demande de remboursement ou d'exonération le cas échéant.

### b) Citoyen

- Droit d'action si concerné ou susceptible d'être concerné par un dommage environnemental;
- Droit d'être entendu si propriétaire du terrain pollué
- Possibilité de faire des observations dans le cadre de la prise de décision si celle-ci est prise suite à une demande d'action.

### c) Associations de protection de l'environnement

- Droit d'action face à un dommage environnemental (elles sont présumées avoir un intérêt à agir);
- Possibilité de faire des observations dans le cadre de la prise de décision si celle-ci est prise suite à une demande d'action.

*d) Autorités régionales*

- En cas de menace imminente,
- obliger l'exploitant à fournir des informations;
- donner à l'exploitant les instructions à suivre quant aux mesures préventives à prendre;
- obliger l'exploitant à prendre les mesures préventives nécessaires;
- prendre elle-même les mesures préventives nécessaires.
- En cas de dommage environnemental,
- identifier l'exploitant;
- obliger l'exploitant à fournir des informations complémentaires concernant tout dommage s'étant produit;
- prendre, contraindre l'exploitant à prendre, ou donner des instructions à l'exploitant concernant toutes les mesures pratiques afin de combattre, d'endiguer, d'éliminer ou de gérer immédiatement les polluants concernés et tout autre facteur de dommage, en vue de limiter ou de prévenir de nouveaux dommages environnementaux et des incidences négatives sur la santé humaine ou la détérioration des services;
- choisir quelles mesures de réparation seront prises par l'exploitant après qu'il ait proposé ses options;
- choisir les mesures de réparation prioritaires en cas de dommages multiples qui ne peuvent être adressés simultanément;
- obliger l'exploitant à prendre les mesures de réparation nécessaires;
- prendre elle-même les mesures de réparation nécessaires.
- En règle générale,
- Mettre en œuvre les dispositions du décret;
- Suivre la procédure de l'article D.120 (consultation de l'exploitant, du collège communal concerné, du particulier propriétaire du terrain sur lequel seront prises les mesures ainsi que des demandeurs d'action) pour toutes les décisions prises en application des articles D.114 à D.119 (identification de l'exploitant, choix des mesures de réparation, évaluation des coûts,...)
- Chercher à recouvrer les coûts encourus par la prise de mesures de prévention ou de réparation en lieu et place de l'exploitant;
- Prendre en compte une demande d'action introduite par un tiers et y répondre le plus rapidement possible, en motivant sa décision;
- Coopérer avec les autres états et régions en cas de dommages trans-frontières.

*e) Autorités locales*

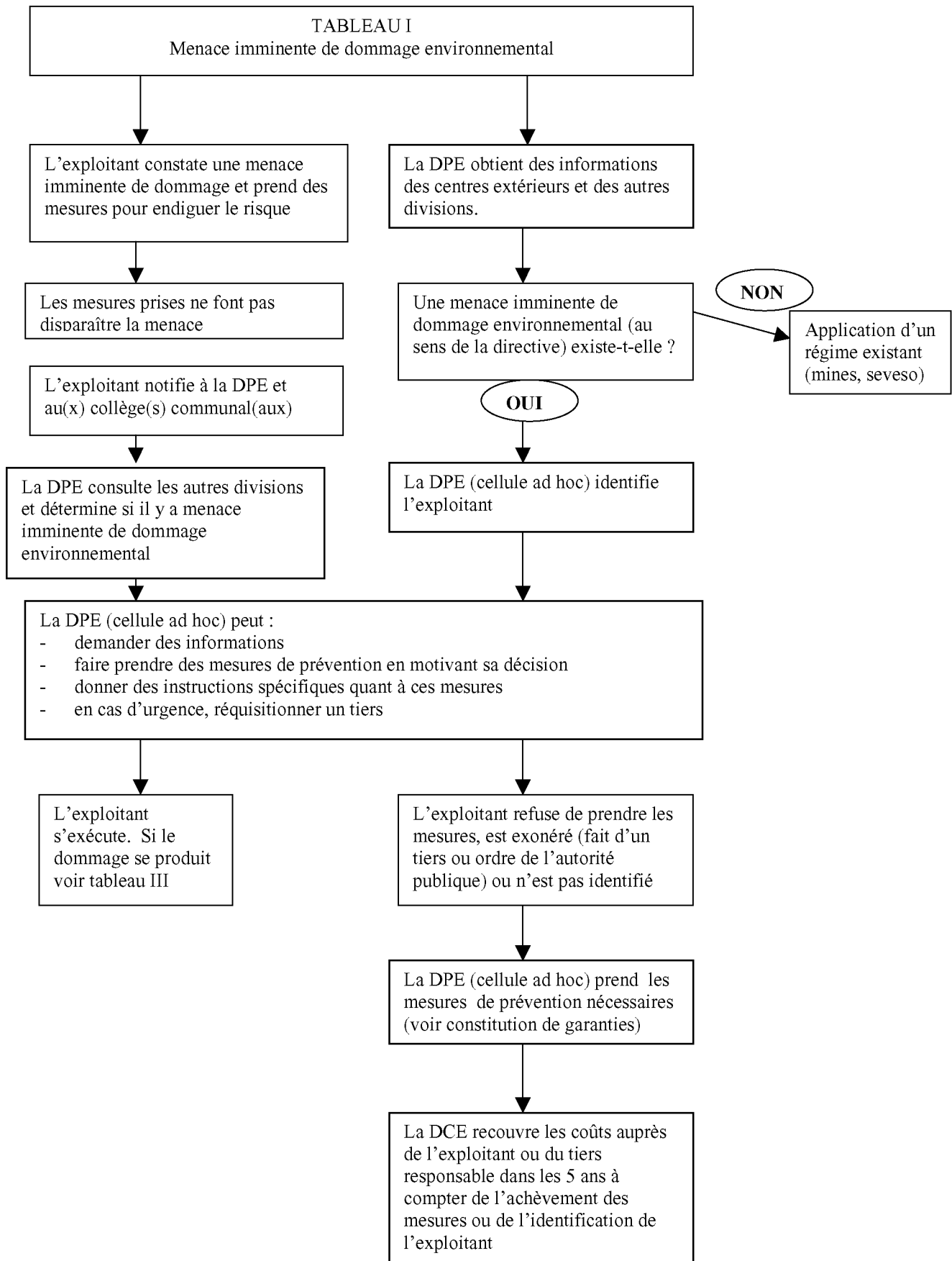
- Informées par l'exploitant en cas de dommage environnemental ou de menace imminente d'un tel dommage;
- Associées aux procédures d'exonération, de remboursement, de décision quant aux mesures à prendre et de demande d'action;
- Droit d'action si concernées ou susceptibles d'être concernées par un dommage environnemental.

**3. Procédure**

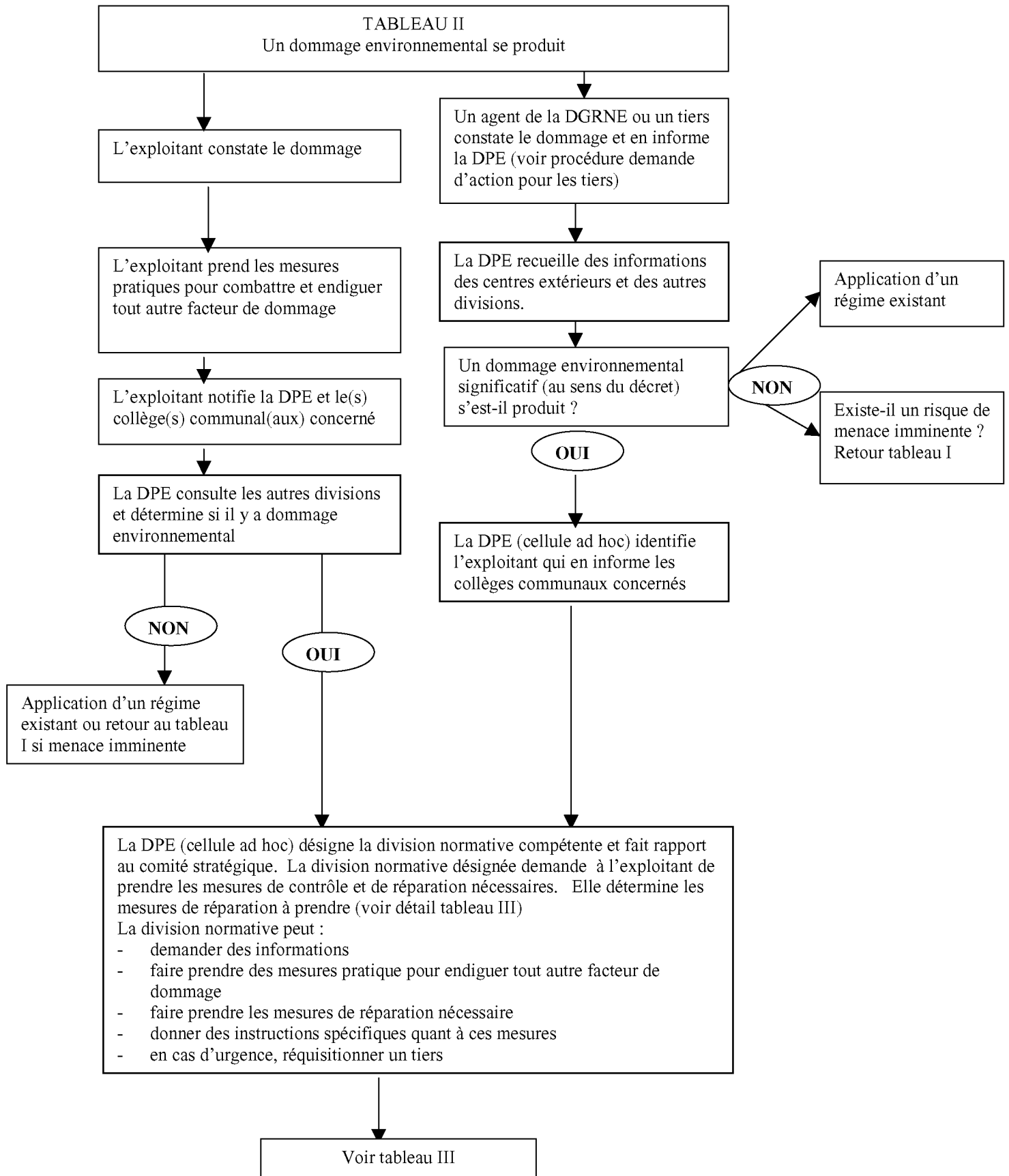
Au sein de la DGRNE, l'orientation privilégiée des appels provenant de particuliers et portant sur une pollution est le service SOS pollutions. D'autre part, la majorité des constatations sur les lieux seront faites par les agents de la police de l'environnement.

Afin de rationaliser le mécanisme d'intervention, c'est la Division de la Police de l'environnement (DPE) qui coordonnera la procédure en cas de menace imminente de dommage environnemental. Les appels reçus par d'autres services seront redirigés auprès de cette division dans les plus brefs délais. Cette dernière agit ainsi d'initiative ou sur base d'informations extérieures (particuliers, ONGs, communes, agents des autres divisions,...) et constitue, si nécessaire, une cellule ad hoc pour gérer l'incident. Cette cellule est composée d'experts des autres divisions, choisis en fonction du type de dommage imminent ou constaté. Les experts sont choisis sur base d'une liste constituée au sein de l'administration et les missions exercées dans le cadre de ce régime sont considérées comme prioritaires. Cette procédure se complète par la mise en place d'une orientation de crise dans tous les services.

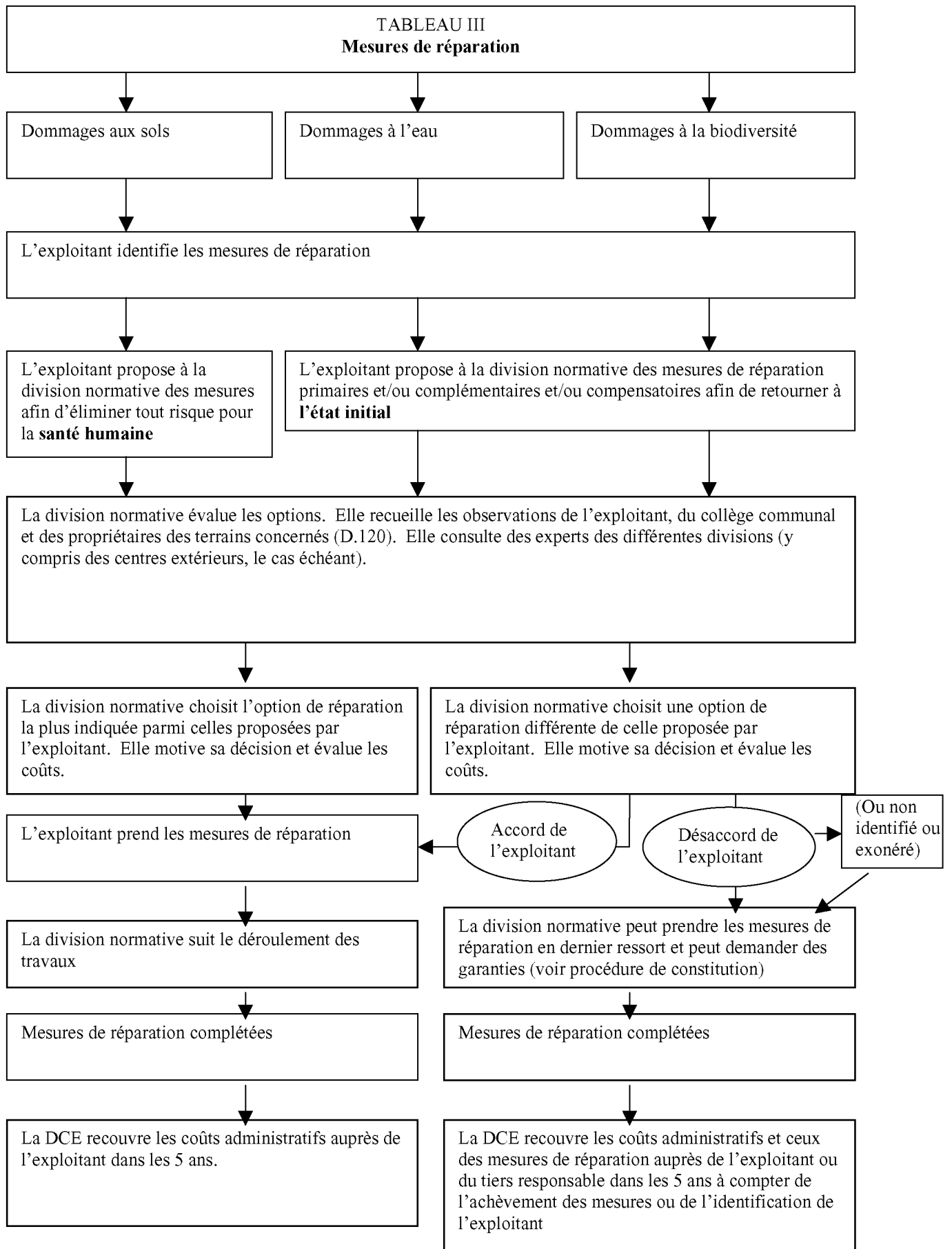
La gestion des mesures de réparation sera confiée à la division normative désignée par la cellule de crise (par exemple, la Division de l'Eau en cas de dommage aux eaux). Les procédures d'exonération, de remboursement et de recouvrement sont gérées par la Direction de la Coordination de l'Environnement (DCE).



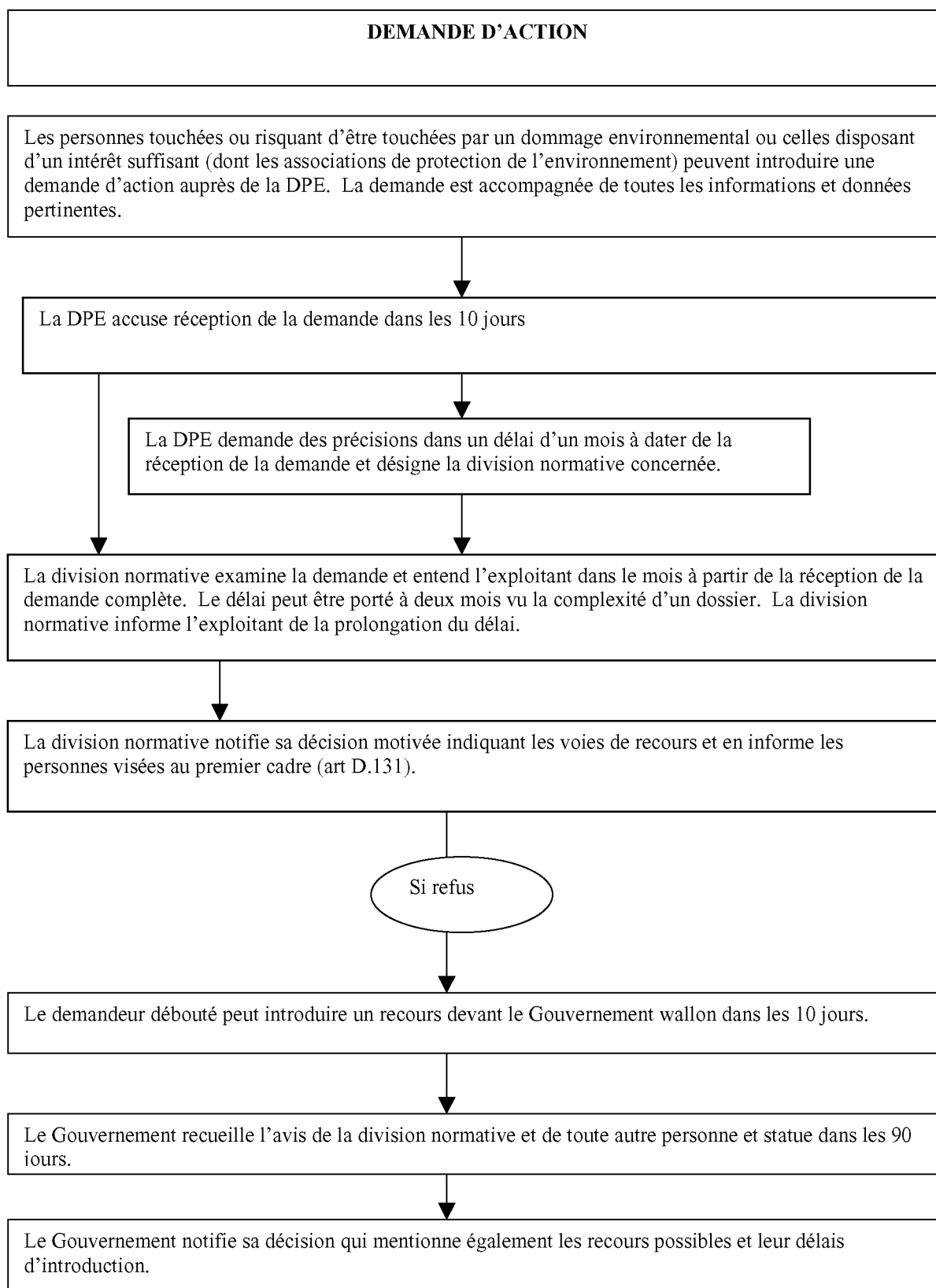
<sup>1</sup> Rappel : les décisions de l'autorité compétente sont soumises à la procédure déterminée par l'article D.120

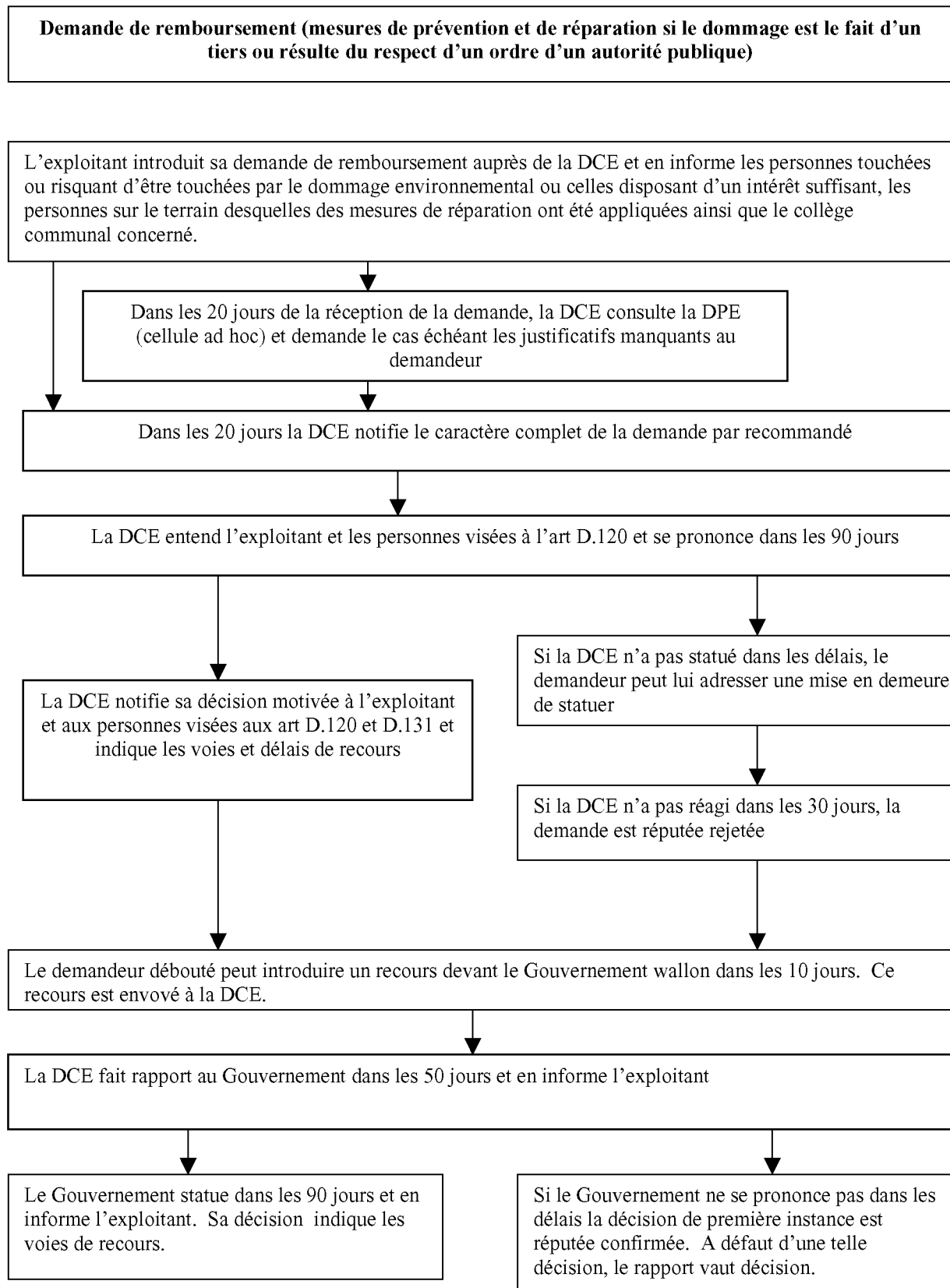


<sup>2</sup> Rappel : les décisions de l'autorité compétente sont soumises à la procédure déterminée par l'article D.120



<sup>3</sup> Rappel : les décisions de l'autorité compétente sont soumises à la procédure déterminée par l'article D.120







**Demande d'exonération (coût des seules mesures de réparation – permit defence et State of the art)**

L'exploitant introduit sa demande d'exonération auprès de la DCE et en informe les personnes touchées ou risquant d'être touchées par le dommage environnemental ou celles disposant d'un intérêt suffisant, les personnes sur le terrain desquelles des mesures de réparation ont été appliquées ainsi que le collège communal concerné.

Dans les 15 jours de la réception de la demande, la DCE consulte la DPE (cellule ad hoc) et demande le cas échéant les justificatifs manquants au demandeur

Dans les 15 jours la DCE notifie le caractère complet de la demande

La DCE entend l'exploitant et se prononce dans les 90 jours

La DCE notifie sa décision motivée à l'exploitant et aux personnes visées aux art D.120 et D.131 et indique les voies et délais de recours

Si la DCE n'a pas statué dans les délais, le demandeur peut lui adresser une mise en demeure de statuer

Si la DCE n'a pas réagi dans les 30 jours la demande est réputée rejetée

Le demandeur débouté peut introduire un recours devant le Gouvernement wallon dans les 10 jours. Ce recours est envoyé à la DCE.

La DCE fait rapport au Gouvernement dans les 50 jours et en informe l'exploitant

Le Gouvernement statue dans les 90 jours et en informe l'exploitant

Si le Gouvernement ne se prononce pas dans les délais la décision de première instance est réputée confirmée. A défaut d'une telle décision, le rapport vaut décision.

### Constitution de garanties financières

La DCE peut, sur proposition de la DPE (cellule ad hoc) ou de la division normative concernée, demander la constitution d'une garantie financière. Cette demande est faite par recommandé spécifiant le montant et les modes de constitution de la garantie

Si aucune sûreté n'est constituée dans le délai, la DCE fait signifier un commandement de payer dans les 24 heures.

A expiration du délai de commandement, la DCE peut faire procéder à saisie

#### 4. Informations disponibles

##### a) Eaux

Réseau de surveillance des eaux de surface <http://aquapol.environnement.wallonie.be/login.do>

Qualité des eaux de baignade <http://aquabact.environnement.wallonie.be/login.do>

Qualité physico-chimique des cours d'eaux en Région wallonne : <http://aquaphyc.environnement.wallonie.be/login.do>

Etat des nappes d'eau souterraines en Wallonie : <http://environnement.wallonie.be/de/eso/atlas/index.htm>

##### b) Sols

Au départ du site cartographique de la DGRNE <http://environnement.wallonie.be/cartosig/>, les documents suivant sont accessibles :

- inventaire de la qualité des sols;
- les cartes géologiques de Wallonie à 1 : 25 000°
- les concessions minières;
- les phénomènes karstiques (version vectorielle de l'Atlas du karst);
- la cartographie des terrils.
- Eléments traces polluants (métaux lourds - ETM)

Se constitue actuellement un jeu de données relatif à la présence de certains ETM dans les sols agricoles. Ce jeu mis en relation avec certaines particularités du sol ou du sous sol (carte des sols de Wallonie...) permet d'établir le cadastre des sols pour ces éléments.

A partir de ce cadastre, de contraintes à établir et d'outils cartographiques adéquats, une étude, actuellement en voie de finalisation (projet CAPASOL), devra fournir un outil de prédiction en vue de déterminer la teneur attendue en ETM d'une parcelle.

##### — Azote

Sur base des taux de liaison au sol (rapport entre l'azote organique utilisé et l'azote épandable), la Direction de la Pollution des Sols :

- dispose exploitation par exploitation d'une situation historisée depuis 2003 de la gestion de l'azote organique;
- peut depuis la campagne 2005 établir les apports d'azote moyen d'origine organique sur n'importe quelle zone d'agrégation souhaitée dans la mesure où cette dernière est cartographiée au sein de l'administration (commune, ancienne commune, masse d'eau...);
- envisage de compléter à moyen terme, cette banque de données par les apports d'azote minéraux.

Par ailleurs le nouveau Plan de gestion durable de l'Azote prévoit la réalisation sous certaines conditions de profils azotés intéressants à répertorier dans une base de données.

Les banques de données suivantes peuvent également être utiles :

- DOREHA et BEDDS, gérées par l'Office wallon de déchets
- L'inventaire SAED en Région wallonne, les sites potentiellement contaminés au HAP et la correspondance entre la nature cadastrale et le risque de pollution, gérées par la DGATLP
- Walsols, gérée par la SPAQuE : <http://www.walsols.be/>

##### c) Biodiversité

Les deux grands axes de la connaissance de la biodiversité sont les espèces et les habitats.

## A. LES ESPECES

### 1. Suivi permanent de 6 groupes d'espèces « indicatrices » (soit plus de 350 espèces au total)

Les objectifs sont de :

détecter et interpréter les grands changements dans la biodiversité wallonne et ses grandes causes;

compléter l'inventaire des sites de grand intérêt biologique.

Le suivi est assuré depuis 1989. Il porte sur six taxons suivants : batraciens, reptiles, oiseaux, chauves-souris, libellules, papillons de jour. Ces quelque 350 espèces couvrent une large gamme de conditions écologiques : l'évolution de leur statut (répartition, densité) permet de détecter et interpréter les grands changements dans la biodiversité wallonne. Ce travail se concrétise notamment par la parution d'atlas de répartition évolutive.

Les données sont centralisées de manière à récolter un maximum d'informations sur les sites occupés par les espèces dont le statut mérite une attention particulière (espèces reprises sur les « listes rouges », listes établies en fonction de la rareté et du danger de régression).

### 2. Suivi permanent des macroinvertébrés d'eau douce

L'objectif est de suivre la qualité biologique des cours d'eau. Les cours d'eau font l'objet d'un suivi régulier de leur qualité biologique par une méthode standardisée basée sur les macroinvertébrés benthiques. Cette méthode implique la collecte d'un grand nombre d'échantillons et génère une importante collection d'animaux permettant des études plus ciblées.

### 3. Suivi permanent des populations d'ongulés sauvages

L'objectif est d'évaluer la densité des populations d'ongulés sauvages et adapter les plans de tir pour assurer un équilibre forêt gibier. Le suivi des grands ongulés (cerf, chevreuil, sanglier, mouflon, daim) est assuré annuellement par la Division Nature et Forêts (DNF) : comptage au printemps et statistique de tir. Les données sont mises à disposition du Centre de Recherche de la Nature, des Forêts et du Bois (CRNFB).

### 4. Bilans périodiques pour d'autres taxons

L'objectif est de compléter l'information obtenue par les suivis réguliers par des informations sur d'autres groupes taxonomiques.

Des bilans périodiques sont financés par la Région wallonne. Ainsi, le rapport sur l'état de l'environnement wallon 2006-2007 présente des synthèses sur – outre les six taxons précités – les plantes supérieures, les cryptogames (champignons, mousses, hépatiques, lichens), les carabidés, les poissons, les mammifères, les cochenilles et les espèces envahissantes. Les hyménoptères ont fait l'objet d'une synthèse en 1993.

## B. LES HABITATS

Les inventaires suivants sont en cours :

### 1. Inventaire des sites de grand intérêt biologique (SGIB)

L'objectif est de répertorier un maximum de sites de grand intérêt biologique. Cet inventaire est tenu par le CRNFB. Il répertorie les sites où des espèces « listes rouges » sont observées. Il reprend également les sites identifiés lors de travaux particuliers (inventaire préalable aux Plans communaux de Développement de la Nature, par exemple). A partir de cette base de données et en complétant l'information sur le terrain, il est prévu de dresser un inventaire des SGIB par cantonnement de manière à avoir une base opérationnelle pour l'identification de la structure écologique principale et son développement (expérience en cours pour le cantonnement de Neufchâteau).

### 2. Sites Natura 2000

L'objectif est de préciser l'état de conservation des sites Natura 2000 afin d'en assurer la protection et, pour certains, la restauration. Pour les 220 944 ha de sites Natura 2000, une cartographie précise des habitats est en cours d'élaboration et intègre autant que possible une évaluation de l'état de conservation des espèces et des habitats présents dans les sites. Cela concernera à terme 13 % du territoire parmi les milieux les plus riches.

### 3. Inventaire forestier permanent

L'objectif est de suivre l'évolution de la forêt wallonne (1/3 du territoire). Bien que conçu au départ pour répondre à des questions relatives à la fonction économique de la forêt, cet inventaire a maintenant inclus des paramètres relatifs à la biodiversité. Il permet donc d'avoir un nombre important d'indicateurs de l'évolution biologique des forêts.

### 4. Les aménagements forestiers

L'objectif est d'établir un plan de gestion des forêts basé sur un état des lieux. L'état des lieux et la cartographie réalisés dans le cadre des aménagements forestiers donnent des indications utiles pour une connaissance de la qualité biologique de la forêt (peuplements, essences, pédologie, traitements,...). Les nouveaux aménagements intègrent davantage les préoccupations biologiques (notamment en prenant en compte Natura 2000 et la circulaire biodiversité en forêt).

Des informations plus détaillées sont disponibles sur le site <http://biodiversite.wallonie.be/> et en consultant le site du rapport analytique de l'Etat de l'environnement wallon <http://environnement.wallonie.be/eew/default.aspx>.

### 5. Le réseau de surveillance hydromorphologique

Il s'agit d'un réseau de surveillance des masses d'eau prenant en compte les paramètres physiques du lit, des berges, de la plaine alluviale ainsi que la végétation rivulaire et les habitats aquatiques.

### 6. Articulation avec les législations existantes

La présente section a pour but de fournir des exemples de législations qui pourraient trouver à s'appliquer dans la détermination des mesures à prendre en cas de menace imminente de dommage ou de dommage environnemental avéré. Il s'agit ici de références indicatives pouvant donner une idée du type de mesures qui pourraient être envisagées.

Mesures préventives	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures visées aux articles 58, 64, 65, 66, 71, 72 et 74 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement</li> <li>- les « mesures de sécurité » visées aux articles 41 à 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets</li> <li>- les « mesures d'urgence » telles que définies à l'article D-21 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau</li> <li>-</li> </ul>
Mesures de réparation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures visées aux articles 58, 59bis, 65, 72 et 74 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement</li> <li>- les mesures de « remise en état » visées aux articles 2, 19°, ainsi que les « mesures de sécurité » visées aux articles 41 à 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets</li> <li>- l'assainissement public visé aux articles D-2, 4°, D-217 et D-218 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, et les mesures visées aux articles D-158, D-167, D-183, D-190, D-406, ainsi qu'aux articles R.262 à R.270 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau</li> <li>- les mesures de réparation visées à l'article 62 de la loi sur la conservation de la nature</li> </ul>

6. Tableau de référence des activités de l'annexe I<sup>re</sup> de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement

Ce tableau a pour objet la mise en correspondance des activités de l'annexe I<sup>re</sup> avec la législation régionale ou fédérale qui s'y rapporte.

Annexe I <sup>re</sup> , partie décrétable du code de l'environnement	Référence légale
<p>1. L'exploitation des installations suivantes, soumises à un permis d'environnement conformément à l'article 10 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :</p> <p>1. Industries d'activités énergétiques</p> <p>1.1. Installations de combustion d'une puissance calorifique de combustion supérieure à 50 MW.</p> <p>1.2. Raffineries de pétrole et de gaz.</p> <p>1.3. Cokeries.</p> <p>1.4. Installations de gazéification et de liquéfaction du charbon.</p> <p>2. Production et transformation des métaux</p> <p>2.1. Installations de grillage ou de frittage de minerai métallique, y compris de minerai sulfuré.</p> <p>2.2. Installations pour la production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure.</p> <p>2.3. Installations destinées à la transformation des métaux ferreux :</p> <p>a) par laminage à chaud avec une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure;</p> <p>b) par forgeage à l'aide de marteaux dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et lorsque la puissance calorifique mise en œuvre est supérieure à 20 MW;</p> <p>c) application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure.</p> <p>2.4. Fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.</p> <p>2.5. Installations :</p> <p>a) destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques;</p>	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées</p>

Annexe I <sup>re</sup> , partie décrétable du code de l'environnement	Référence légale
<p><i>b)</i> de fusion de métaux non ferreux, y compris l'alliage, incluant les produits de récupération (affinage, moulage en fonderie), d'une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux.</p> <p>2.6. Installations de traitement de surface de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement mises en œuvre est supérieur à 30 m<sup>3</sup>.</p> <p>3. Industrie minérale</p> <p>3.1. Installations destinées à la production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou de chaux dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour.</p> <p>3.2. Installations destinées à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.</p> <p>3.3. Installations destinées à la fabrication du verre, y compris celles destinées à la production de fibres de verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.</p> <p>3.4. Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.</p> <p>3.5. Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et/ou une capacité de four de plus de 4 m<sup>3</sup> et de plus de 300 kg/m<sup>3</sup> par four.</p> <p>4. Industrie chimique</p> <p>La production au sens des catégories d'activités de la présente rubrique désigne la production en quantité industrielle par transformation chimique des matières ou groupes de matières visés aux points 4.1 à 4.6.</p> <p>4.1. Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques organiques de base, tels que :</p> <p><i>a)</i> hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques);</p> <p><i>b)</i> hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, acétates, éthers, peroxydes, résines époxydes;</p> <p><i>c)</i> hydrocarbures sulfurés;</p> <p><i>d)</i> hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates;</p> <p><i>e)</i> hydrocarbures phosphorés;</p> <p><i>f)</i> hydrocarbures halogénés;</p> <p><i>g)</i> dérivés organométalliques;</p> <p><i>h)</i> matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose);</p> <p><i>i)</i> caoutchoucs synthétiques;</p> <p><i>j)</i> colorants et pigments;</p> <p><i>k)</i> tensioactifs et agents de surface.</p> <p>4.2. Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques inorganiques de base, tels que :</p> <p><i>a)</i> gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbonyle;</p>	

Annexe I <sup>re</sup> , partie décrétable du code de l'environnement	Référence légale
<p><i>b)</i> acides, tels que acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés;</p> <p><i>c)</i> bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium;</p> <p><i>d)</i> sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent;</p> <p><i>e)</i> non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium.</p> <p>4.3. Installations chimiques destinées à la fabrication d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés).</p> <p>4.4. Installations chimiques destinées à la fabrication de produits de base phytosanitaires et de biocides.</p> <p>4.5. Installations utilisant un procédé chimique ou biologique destinées à la fabrication de produits pharmaceutiques de base.</p> <p>4.6. Installations chimiques destinées à la fabrication d'explosifs.</p> <p>5. Gestion des déchets</p> <p>Sans préjudice du point 2 ci-dessous :</p> <p>5.1. Installations pour l'élimination ou la valorisation des déchets dangereux visés à l'article 2, 5° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets, telles que définies aux annexes II, III (opérations R1, R5, R6, R8 et R9) et IV du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour.</p> <p>5.2. Installations pour l'incinération des déchets ménagers, telles que définies à l'article 1, 6° à 8° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 1993 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations d'incinération de déchets ménagers, d'une capacité supérieure à 3 tonnes par heure.</p> <p>5.3. Installations pour l'élimination des déchets non dangereux, telles que définies à l'annexe II, rubriques D8 et D9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour.</p> <p>5.4. Décharges recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale de plus de 25 000 tonnes, à l'exclusion des décharges de déchets inertes.</p> <p>6. Autres activités</p> <p>6.1. Installations industrielles destinées à la fabrication de :</p> <p><i>a)</i> pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses;</p> <p><i>b)</i> papier et carton dont la capacité de production est supérieure à 20 tonnes par jour.</p> <p>6.2. Installations destinées au prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou à la teinture de fibres ou de textiles dont la capacité de traitement est supérieure à 10 tonnes par jour.</p> <p>6.3. Installations destinées au tannage des peaux, lorsque la capacité de traitement est supérieure à 12 tonnes de produits finis par jour.</p>	

Annexe I <sup>re</sup> , partie décrétable du code de l'environnement	Référence légale
<p>6.4. a) Abattoirs avec une capacité de production de carcasses supérieure à 50 tonnes par jour.</p> <p>b) Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires à partir de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matière première animale (autre que le lait) d'une capacité de production de produits finis supérieure à 75 tonnes par jour,</li> <li>- matière première végétale d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle).</li> </ul> <p>c) Traitement et transformation du lait, la quantité de lait reçu étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle).</p> <p>6.5. Installations destinées à l'élimination ou à la valorisation de carcasses et de déchets d'animaux d'une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour.</p> <p>6.6. Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs disposant de plus de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) 40 000 emplacements pour la volaille;</li> <li>b) 2 000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg) ou</li> <li>c) 750 emplacements pour truies.</li> </ul> <p>6.7. Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, et ayant recours à l'utilisation de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kg par heure ou de plus de 200 tonnes par an.</p> <p>6.8. Installations destinées à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation.</p> <p>Les installations ou parties d'installations utilisées pour la recherche, le développement et l'expérimentation de nouveaux produits et procédés ne sont pas visées par la présente annexe.</p>	
<p>2. Les opérations de gestion des déchets, notamment le ramassage, le transport, la valorisation et l'élimination des déchets et des déchets dangereux, y compris la surveillance de ces opérations et le traitement ultérieur des sites d'élimination, soumis à un permis d'environnement, à un enregistrement ou à une autorisation.</p> <p>Ces activités comportent, entre autres, l'exploitation de centres d'enfouissement technique et l'exploitation d'installations d'incinération.</p> <p>3. Tout rejet effectué dans les eaux intérieures de surface, soumis à permis d'environnement.</p>	<p>Articles 3 et 11 du décret du 27/06/1996 relatif aux déchets</p> <p>AGW du 14/06/2001 favorisant la valorisation de certains déchets</p> <p>AR du 02/06/1987 portant réglementation de l'exportation, l'importation et du transit des déchets</p> <p>AGW du 13/11/2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux</p> <p>AERW du 09/04/1992 relatif aux déchets dangereux (rubrique 90.2 de l'annexe I de l'arrêté du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées).</p> <p>Articles 19 et 20 du décret du 27/06/1996 relatif aux déchets</p> <p>AGWs du 27/02/2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique et du 18/03/2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et l'exploitation d'installations d'incinération au sens de l'AGW du 27/02/2003 portant conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets (rubriques 90.24 et 90.25 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du 04/07/2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées).</p> <p>- articles D-159, 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup> et R131 à 141 du Livre II du Code de l'Eau</p>

Annexe I <sup>re</sup> , partie décrétable du code de l'environnement	Référence légale
	<p>- AR du 03/08/1976 portant le règlement général relatif aux déversements d'eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales</p> <p>- AERW du 11/02/1993 portant les conditions générales de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant des substances dangereuses de la liste I (article 90.1 de la nomenclature de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du 04/07/2002).</p>
4. Le rejet ou l'introduction de polluants ou de substances dangereuses dans les eaux de surface ou souterraines soumis à permis, autorisation ou enregistrement.	articles D-170 et R.174 à R.187 du Code de l'Eau
5. Le captage et l'endiguement d'eau soumis à autorisation préalable.	articles D-169 et D-170 du Livre II du Code de l'Eau
<p>6. La fabrication, l'utilisation, le stockage, le traitement, le conditionnement, le rejet dans l'environnement et le transport sur le site de :</p> <p><i>a)</i> substances dangereuses au sens de la réglementation relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances dangereuses;</p> <p><i>b)</i> préparations dangereuses au sens de la réglementation relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;</p> <p><i>c)</i> produits phytopharmaceutiques tels que définis par la réglementation concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques;</p> <p><i>d)</i> les produits biocides tels que définis dans la réglementation concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits biocides.</p>	<p>article 1<sup>er</sup>, § 4 de l'AR du 24/05/1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement</p> <p>article 1<sup>er</sup>, § 2 l'AR du 11/01/1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi tel que remplacé par l'AR du 17 juillet 2002</p> <p>article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> de l'AR du 28/02/1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole</p> <p>l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de l'AR du 22/05/2003 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits biocides</p>
7. Le transport par route, chemin de fer, voie de navigation intérieure, mer ou air de marchandises dangereuses ou de marchandises polluantes au sens des réglementations concernant le transport des marchandises dangereuses par la route, par chemin de fer ou les conditions minimales exigées pour les navires à destination des ports maritimes de la Communauté ou en sortant et transportant des marchandises dangereuses ou polluantes	<p>AR du 09/03/2003 relatif au transport des marchandises dangereuses par route, à l'exception des matières explosibles et radioactives</p> <p>AR du 20/07/2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre les dangers des rayonnements ionisants</p> <p>AR du 04/08/1981 portant règlement de police et de navigation pour la mer territoriale belge, les ports et les plages du littoral belge</p> <p>AR du 23/09/1992 portant règlement de navigation de l'Escaut maritime inférieur.</p>
8. L'exploitation d'installations soumises à autorisation en vertu de la réglementation relative à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles pour ce qui concerne le rejet dans l'air d'une quelconque des substances polluantes couvertes par cette réglementation.	AGW 09/12/1993 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles
9. Toute utilisation confinée, y compris le transport, de micro-organismes génétiquement modifiés au sens de la réglementation relative à l'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés.	AGW du 18/04/2002 modifiant le règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne l'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés ou pathogènes
10. Le transfert transfrontalier de déchets, à l'entrée et à la sortie de l'Union européenne, soumis à autorisation préalable ou interdit au sens de la réglementation concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.	AGW du 09/06/1994 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne



Annexe I <sup>re</sup> , partie décrétable du code de l'environnement	Référence légale
11. La gestion des déchets d'extraction conformément à la Directive 2006/21/CE du parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets des industries extractives.	Législation en préparation

### 7. Conclusion

Le principe selon lequel le pollueur paie lorsqu'un dommage environnemental survient (principe du « pollueur-payeur ») était déjà énoncé en droit wallon (article D.3, 2<sup>o</sup> du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement). Ce principe joue un rôle de dissuasion contre la violation de la législation environnementale et, par là, il contribue à la réalisation des objectifs et à l'application de la politique environnementale de la Région.

En Région wallonne, nous disposons déjà de nombreux instruments juridiques :

- Pour prévenir toute atteinte à l'environnement : le permis d'environnement est l'outil par excellence pour fixer des conditions qui empêchent la pollution;
- pour remédier aux dommages : les décrets environnementaux sont assortis de sanctions pénales et parfois administratives.

Cette palette d'outils est aujourd'hui complétée par le décret du 22 novembre 2007 modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. Il constitue une nouvelle opportunité pour assurer une meilleure protection de l'environnement.

Prochainement, le décret relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement constituera encore une avancée majeure pour rendre effective la protection de l'environnement.

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez prendre contact avec mon administration :

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Avenue Prince de Liège 15

5100 Namur

Tél. : +32 (0) 81 33 50 50

Fax : +32 (0) 81 33 51 22

E-Mail : DGRNE@mrw.wallonie.be

Adresse internet : <http://environnement.wallonie.be/>

Namur, le 6 mars 2008.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2008/27073]

#### 6. MÄRZ 2008 — Rundschreiben bezüglich der Einsetzung des Umwelthaftungssystems

Das vorliegende Rundschreiben zielt darauf ab, die Einsetzung des neuen Umwelthaftungssystems zu erläutern, das aus dem durch das Dekret vom 22. November 2007 eingefügten Teil VII – Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden des Buches I des Umweltgesetzbuches hervorgeht.

Durch dieses Dekret wird ein Rahmen für die Umwelthaftung auf der Grundlage des Verursacherprinzips im Hinblick auf die Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden geschaffen. Durch das Dekret wird dementsprechend die Richtlinie 2004/35/EG über Umwelthaftung umgesetzt.

Nach einer kurzen Vorstellung des neuen Systems werden nacheinander die Rechte und Pflichten eines jeden Akteurs, die auf die verschiedenen Stadien des Systems anwendbaren Verfahren, die gegenwärtig verfügbaren Informationen über den Zustand der verschiedenen Lebensräume, sowie die Verknüpfungen mit den bestehenden Gesetzgebungen untersucht. Zuletzt wird eine Bezugstabelle der Tätigkeiten der Anlage I des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgestellt.

#### 1. Einleitung

Anwendungsbereich und Haftungssystem

Der Haftungsgrundsatz findet Anwendung auf die Umweltschäden und die unmittelbaren Gefahren eines solchen Schadens, wenn diese sich aus beruflichen Tätigkeiten ergeben, sobald ein ursächlicher Zusammenhang zwischen dem Schaden und den betreffenden Tätigkeiten hergestellt werden kann.

In dem Dekret wird somit zwischen zwei sich ergänzenden Situationen unterschieden, auf die ein getrenntes Haftungssystem angewandt wird: einerseits im Falle von in der Anlage I des dekretalen Teils des Umweltgesetzbuches angeführten beruflichen Tätigkeiten, und andererseits im Falle der anderen beruflichen Tätigkeiten.

Das erste Haftungssystem wird hauptsächlich auf landwirtschaftliche oder industrielle IPPC-Tätigkeiten, auf Tätigkeiten, die Schwermetalle in das Wasser oder in die Luft ausstoßen, auf Anlagen, die gefährliche chemische Stoffe erzeugen, sowie auf Abfallbewirtschaftungstätigkeiten (insbesondere Deponien und Verbrennungsanlagen) angewandt. Gemäß dem ersten System kann der Betreiber haftbar gemacht werden, auch wenn er keinesfalls vorsätzlich gehandelt hat.

Das zweite Haftungssystem wird auf alle anderen als die in der Anlage I des dekretalen Teils des Umweltgesetzbuches angeführten beruflichen Tätigkeiten angewandt, jedoch nur, wenn den durch die gemeinschaftlichen Rechtsvorschriften geschützten Arten und natürlichen Lebensräumen Schaden zugefügt wird oder wenn die unmittelbare Gefahr eines solchen Schadens besteht. In diesem Falle wird der Betreiber nur haftbar gemacht, wenn er vorsätzlich oder fahrlässig gehandelt hat.

Das Dekret sieht eine bestimmte Anzahl von Ausnahmefällen für die Umwelthaftung vor. Demnach wird das Haftungssystem nicht im Falle eines Schadens oder einer unmittelbaren Gefahr eines solchen Schadens angewandt, der bzw. die durch einen bewaffneten Konflikt, eine Naturkatastrophe, eine unter den Vertrag zur Gründung der Europäischen Atomgemeinschaft fallende Tätigkeit, eine Tätigkeit im Interesse der internationalen Sicherheit, sowie eine unter bestimmte internationale Abkommen fallende Tätigkeit verursacht wird. Die hauptsächlich mit der Landesverteidigung verbundenen Tätigkeiten fallen jedoch in den Anwendungsbereich der vorliegenden Gesetzgebung.

#### Vermeidung und Sanierung der Schäden

Wenn eine unmittelbare Gefahr eines Umweltschadens auftritt, trifft der Betreiber die angemessenen Vermeidungsmaßnahmen und benachrichtigt die zuständige Behörde und das betroffene Gemeindegremium, falls die Situation andauert. Die «DGRNE» («Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement» (Generaldirektion der Naturschutz und der Umwelt)) kann ebenfalls den Betreiber verpflichten, diese Maßnahmen zu treffen oder sie trifft diese selbst und lässt sich anschließend die Kosten erstatten.

Wenn ein Schaden eintritt, verpflichtet die zuständige Behörde den betroffenen Betreiber, die angemessenen Sanierungsmaßnahmen zu treffen oder sie trifft diese selbst und lässt sich anschließend die Kosten erstatten. Wenn mehrere Schäden eingetreten sind, kann die zuständige Behörde über die Vorrangreihenfolge bei der Sanierung der verschiedenen Schäden entscheiden.

Die Sanierung der Umweltschäden nimmt je nach der Art des Schadens verschiedene Formen an:

— für die Schädigungen des Bodens fordert das Dekret, dass die betroffenen Böden derart entseucht werden, dass kein erhebliches Risiko einer Beeinträchtigung der menschlichen Gesundheit mehr besteht;

— für die Schädigungen der Gewässer oder der geschützten Arten und Lebensräume zielt das Dekret darauf ab, die Umwelt in den Zustand vor dem Schaden zurückzusetzen. Zu diesem Zweck müssen die geschädigten natürlichen Ressourcen oder die beeinträchtigten Funktionen entweder am Ort des Vorfalls oder, falls erforderlich, an einem alternativen Standort wiederhergestellt oder durch identische, ähnliche oder gleichwertige natürliche Elemente ersetzt werden.

#### Einige Definitionen (Art. D.94)

**Berufliche Tätigkeit:** jede Tätigkeit, die im Rahmen einer wirtschaftlichen Tätigkeit, einer Geschäftstätigkeit oder eines Unternehmens ausgeübt wird, unabhängig davon, ob sie privat oder öffentlich und mit oder ohne Erwerbszweck ausgeübt wird.

**Vermeidungsmaßnahmen:** jede Maßnahme, die nach einem Ereignis, einer Handlung oder einer Unterlassung, das bzw. die eine unmittelbare Gefahr eines Umweltschadens verursacht hat, getroffen wird, um diesen Schaden zu vermeiden oder zu minimieren.

**Sanierungsmaßnahmen:** jede Tätigkeit oder Kombination von Tätigkeiten, einschließlich mildernder und einstweiliger Maßnahmen, mit dem Ziel, geschädigte natürliche Ressourcen und/oder beeinträchtigte Funktionen wiederherzustellen, zu sanieren oder zu ersetzen oder eine gleichwertige Alternative zu diesen Ressourcen oder Funktionen zu schaffen.

**Natürliche Ressource:** geschützte Arten und natürliche Lebensräume, Gewässer und Boden.

**Funktionen und Funktionen einer natürlichen Ressource:** die Funktionen, die eine natürliche Ressource zum Nutzen einer anderen natürlichen Ressource oder der Öffentlichkeit erfüllt.

**Primäre Sanierung:** jede Sanierungsmaßnahme, durch die die geschädigten natürlichen Ressourcen oder beeinträchtigten Funktionen ganz oder annähernd in den Ausgangszustand zurückversetzt werden.

**Ergänzende Sanierung:** jede in Bezug auf die natürlichen Ressourcen oder Funktionen unternommene Sanierungsmaßnahme, durch die der Umstand ausgeglichen werden soll, dass die primäre Sanierung nicht zu einer vollständigen Wiederherstellung der geschädigten natürlichen Ressourcen oder Funktionen führt.

**Ausgleichssanierung:** jede Tätigkeit zum Ausgleich zwischenzeitlicher Verluste natürlicher Ressourcen oder Funktionen, die vom Zeitpunkt des Eintretens des Schadens bis zu dem Zeitpunkt entstehen, in dem die primäre Sanierung ihre Wirkung vollständig entfaltet hat.

**Kosten:** die durch die Notwendigkeit einer ordnungsgemäßen und wirksamen Durchführung des Teils VII des Buches I des Umweltgesetzbuches gerechtfertigten Kosten, einschließlich der Kosten für die Prüfung eines Umweltschadens, einer unmittelbaren Gefahr eines solchen Schadens, von alternativen Maßnahmen sowie der Verwaltungs- und Verfahrenskosten und der Kosten für die Durchsetzung der Maßnahmen, der Kosten für die Datensammlung, sonstiger Gemeinkosten und der Kosten für Aufsicht und Überwachung.

#### Kosten der Vermeidungs- und Sanierungstätigkeiten

Falls die «DGRNE» selbst Vermeidungs- oder Sanierungsmaßnahmen eingeleitet hat, lässt sie die ihr entstandenen Kosten von dem für den Schaden oder die unmittelbare Gefahr eines Schadens verantwortlichen Betreiber erstatten. Derselbe Grundsatz wird für die Umweltbewertungen angewandt, die zur Bestimmung des Ausmaßes des Schadens und der für die Sanierung zu treffenden Maßnahmen durchgeführt werden. Die zuständige Behörde muss die Verfahren zur Kostenerstattung innerhalb von fünf Jahren ab dem Datum der Beendigung der Vermeidungs- oder Sanierungsmaßnahmen oder ab dem Datum, an dem der verantwortliche Betreiber oder der Dritte identifiziert worden sind, einleiten, wobei das jeweils spätere Datum maßgebend ist.

Wenn mehrere Betreiber für einen Schaden mitverantwortlich sind, müssen sie für die mit der Sanierung verbundenen Kosten entweder gesamtschuldnerisch oder quotenmäßig aufkommen.

#### Aufforderung zum Tätigwerden

Die natürlichen oder juristischen Personen, die von einem Umweltschaden nachteilig betroffen sein könnten, sowie die Organisationen, die den Umweltschutz zum Ziel haben, können unter bestimmten Bedingungen (ausreichendes Interesse, Informationen und Daten, die die Beobachtungen bekräftigen, ...) die zuständigen Behörden im Sinne des Dekrets auffordern, angesichts des Schadens tätig zu werden. Die Personen und Organisationen, die eine Aufforderung zum Tätigwerden eingereicht haben, können bei einem Gericht oder einer relevanten Einrichtung einen Einspruch einleiten, um die Entscheidungen, Handlungen oder Untätigkeit der zuständigen Behörden auf ihre Rechtmäßigkeit überprüfen zu lassen.

#### 2. Rechte und Pflichten eines jeden Akteurs

##### a) Betreiber

- Die unmittelbaren Gefahren eines Umweltschadens vermeiden;
- Die zuständige Behörde, sowie das oder die betroffenen Gemeindegremien benachrichtigen, wenn die Vermeidungsmaßnahmen nicht ausreichen;
- Die zuständige Behörde, sowie das oder die betroffenen Gemeindegremien im Falle eines Umweltschadens benachrichtigen;

— Unverzüglich die Maßnahmen treffen, um die Schadstoffe zu kontrollieren, einzudämmen, zu beseitigen oder zu behandeln;

— Die Maßnahmen zur Sanierung des Schadens vorschlagen (Wiederinstandsetzung für die Artenvielfalt und das Wasser, Beseitigung des Risikos für die menschliche Gesundheit, was den Boden betrifft); und

— Die erforderlichen Sanierungsmaßnahmen treffen, so wie diese von der zuständigen Behörde festgelegt worden sind;

— Gegebenenfalls einen Antrag auf Rückzahlung oder Freistellung einreichen.

*b) Bürger*

— Klagerecht, falls er von einem Umweltschaden betroffen ist oder sein könnte;

— Anhörungsrecht, wenn er Besitzer des verseuchten Grundstücks ist;

— Möglichkeit, im Rahmen der Beschlussfassung Bemerkungen zu äußern, wenn diese infolge einer Aufforderung zum Tätigwerden erfolgt.

*c) Umweltschutzvereinigungen*

— Klagerecht angesichts eines Umweltschadens (es wird davon ausgegangen, dass sie ein Interesse haben, tätig zu werden);

— Möglichkeit, im Rahmen der Beschlussfassung Bemerkungen zu äußern, wenn diese infolge einer Aufforderung zum Tätigwerden erfolgt.

*d) Regionale Behörden*

— Im Falle einer unmittelbaren Gefahr,

- den Betreiber auffordern, Informationen zu liefern;

- dem Betreiber die zu befolgenden Anweisungen hinsichtlich der zu treffenden Vermeidungsmaßnahmen mitteilen;

- von dem Betreiber verlangen, die erforderlichen Vermeidungsmaßnahmen zu treffen;

- selbst die erforderlichen Vermeidungsmaßnahmen treffen.

— Im Falle eines Umweltschadens,

- den Betreiber identifizieren;

- von dem Betreiber verlangen, zusätzliche Informationen über jeden eingetretenen Schaden zu liefern;

- alle praktischen Maßnahmen treffen, um die betreffenden Schadstoffe und sonstigen Schadfaktoren unverzüglich zu kontrollieren, einzudämmen, zu beseitigen oder zu bewirtschaften, um weitere Umweltschäden und nachteilige Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder eine weitere Beeinträchtigung der Funktionen zu begrenzen oder zu vermeiden, den Betreiber dazu verpflichten oder ihm Anweisungen geben, diese Vorkehrungen zu treffen;

- die vom Betreiber zu treffenden Sanierungsmaßnahmen auswählen, nachdem dieser seine Optionen vorgeschlagen hat;

- im Falle mehrerer Schäden, die nicht gleichzeitig adressiert werden können, die vorrangigen Sanierungsmaßnahmen auswählen;

- von dem Betreiber verlangen, die erforderlichen Sanierungsmaßnahmen zu treffen;

- selbst die erforderlichen Sanierungsmaßnahmen treffen.

— Im Regelfall,

- Die Bestimmungen des Dekrets anwenden;

- Für alle in Anwendung der Artikel D.114 bis D.119 gefassten Beschlüsse (Identifizierung des Betreibers, Auswahl der Sanierungsmaßnahmen, Kosteneinschätzung,...) das Verfahren des Art. D.120 anwenden (Anhörung des Betreibers, des betroffenen Gemeindegremiums, der Privatperson, die Eigentümer des Grundstücks ist, auf dem die Maßnahmen getroffen werden, sowie der Personen, die die Aufforderung zum Tätigwerden beantragt haben);

- Sich um die Rückerstattung der durch das Treffen der Vermeidungs- oder Sanierungsmaßnahmen an Stelle des Betreibers entstandenen Kosten bemühen;

- Die von einem Dritten eingereichte Aufforderung zum Tätigwerden berücksichtigen und dieser schnellstmöglich nachkommen, indem der Beschluss begründet wird;

- Im Falle grenzüberschreitender Schäden mit den anderen Staaten und Regionen zusammenarbeiten.

*e) Lokale Behörden*

— Im Falle eines Umweltschadens oder einer unmittelbaren Gefahr eines solchen Schadens vom Betreiber benachrichtigt;

— In den Verfahren zur Freistellung, Rückzahlung, Beschlussfassung hinsichtlich der zu treffenden Maßnahmen und zur Aufforderung zum Tätigwerden mit einbezogen;

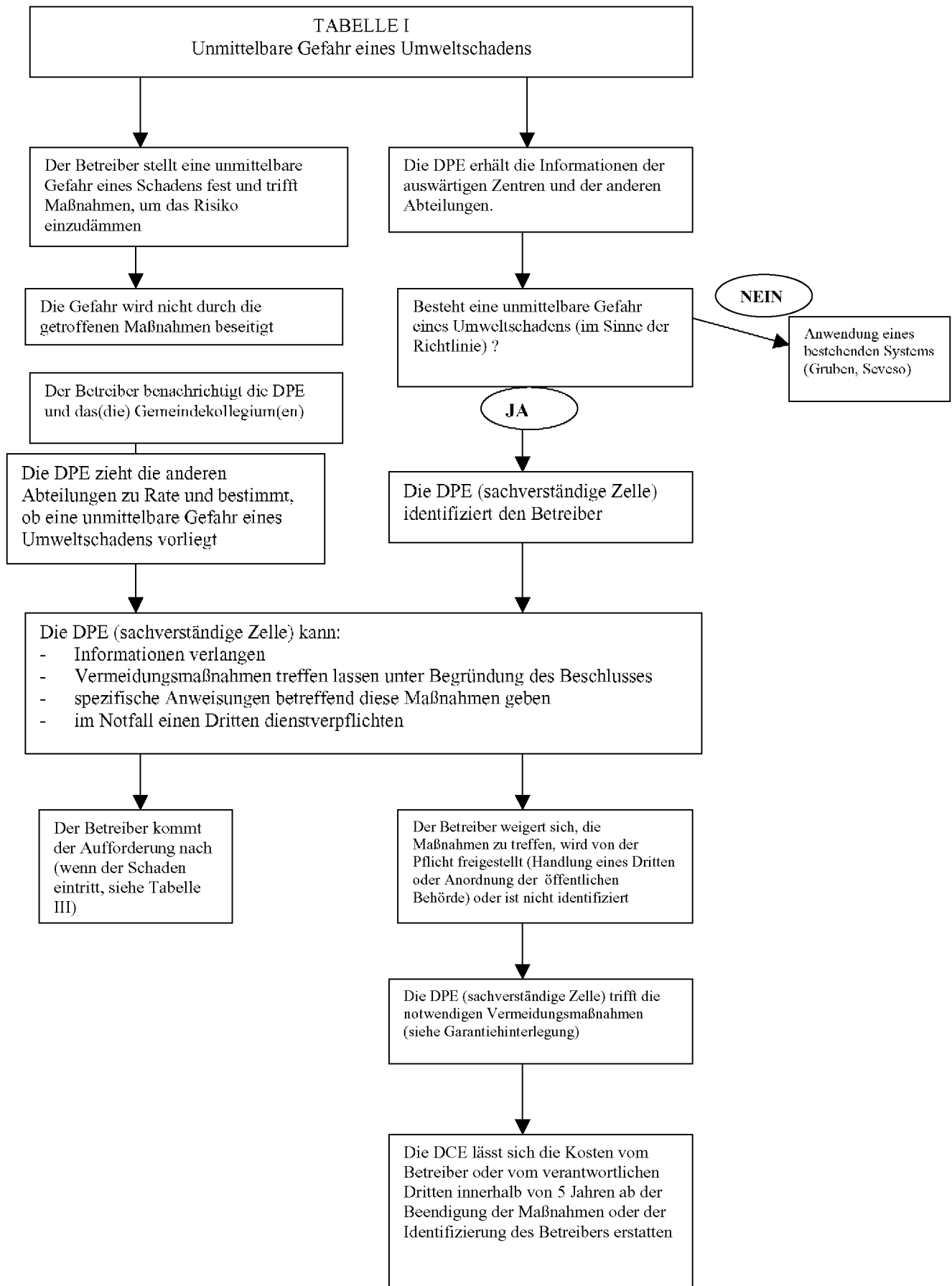
— Klagerecht, falls sie von einem Umweltschaden betroffen sind oder sein könnten.

**3. Verfahren**

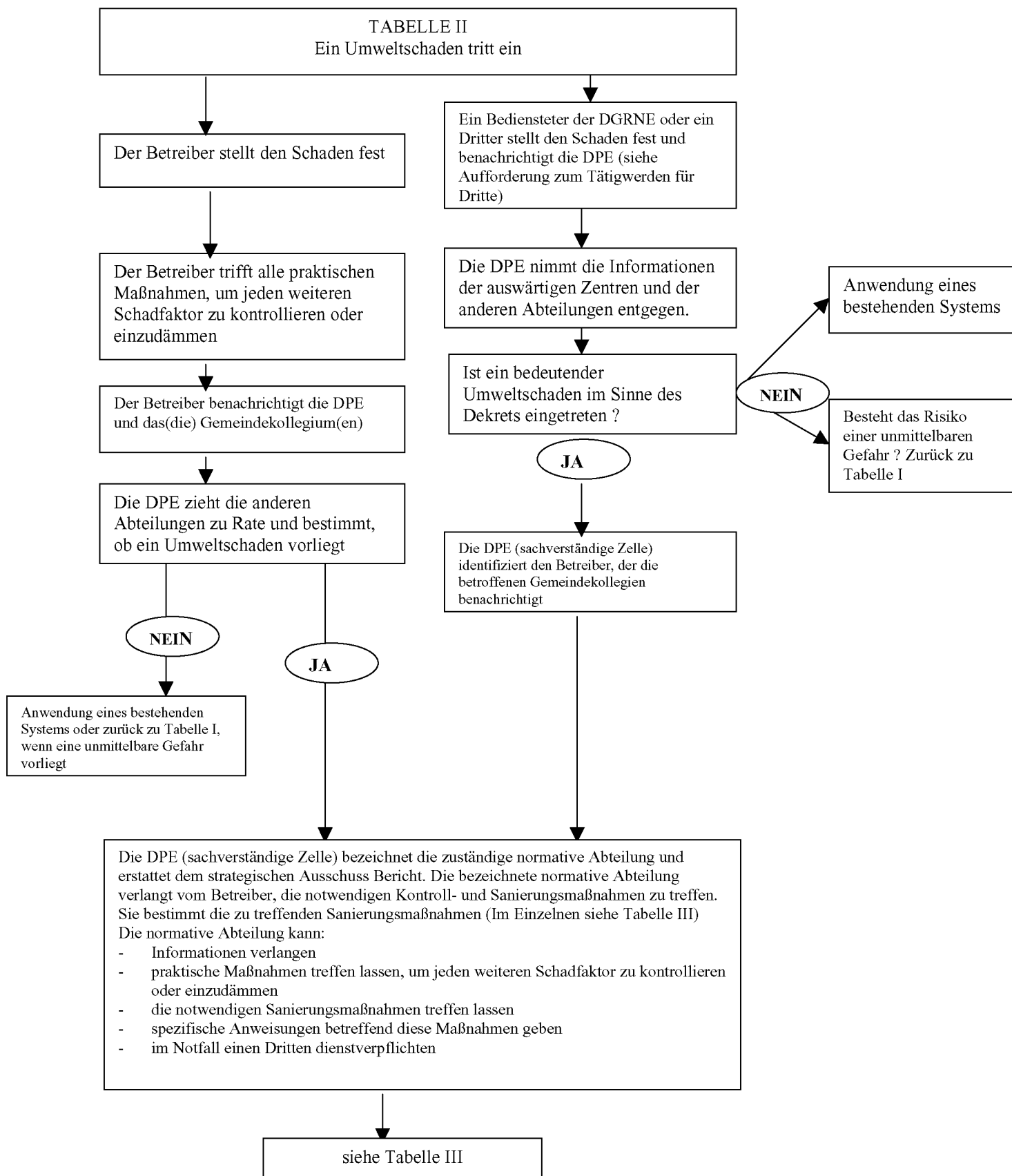
Innerhalb der «DGRNE» werden die Anrufe von Dritten, die sich auf eine Verschmutzung beziehen, vorzugsweise an die Dienststelle SOS Pollutions weitergeleitet. Außerdem wird die Mehrheit der Feststellungen vor Ort von den Bediensteten der Umweltpolizei vorgenommen.

Um den Einsatzmechanismus zu rationalisieren, ist es die Abteilung Umweltpolizei («DPE» («Division de la Police de l'environnement»)), die das Verfahren im Falle einer unmittelbaren Gefahr eines Umweltschadens koordiniert. Die in anderen Dienststellen erhaltenen Anrufe werden schnellstmöglich an diese Abteilung weitergeleitet. Die Letztere handelt auf eigene Initiative oder auf der Grundlage auswärtiger Informationen (Dritte, NRG, Gemeinden, Bedienstete anderer Abteilungen, ...) und richtet, falls notwendig, eine sachverständige Zelle zur Verwaltung des Vorfalls ein. Diese Zelle setzt sich aus Sachverständigen der anderen Abteilungen zusammen, die je nach der Art des unmittelbaren oder festgestellten Schadens ausgewählt werden. Diese Sachverständigen werden auf der Grundlage einer innerhalb der Verwaltung aufgestellten Liste ausgewählt und die im Rahmen dieses Systems wahrgenommenen Aufgaben werden als vorrangig angesehen. Dieses Verfahren wird durch die Einführung einer Krisenorientierung in allen Dienststellen ergänzt.

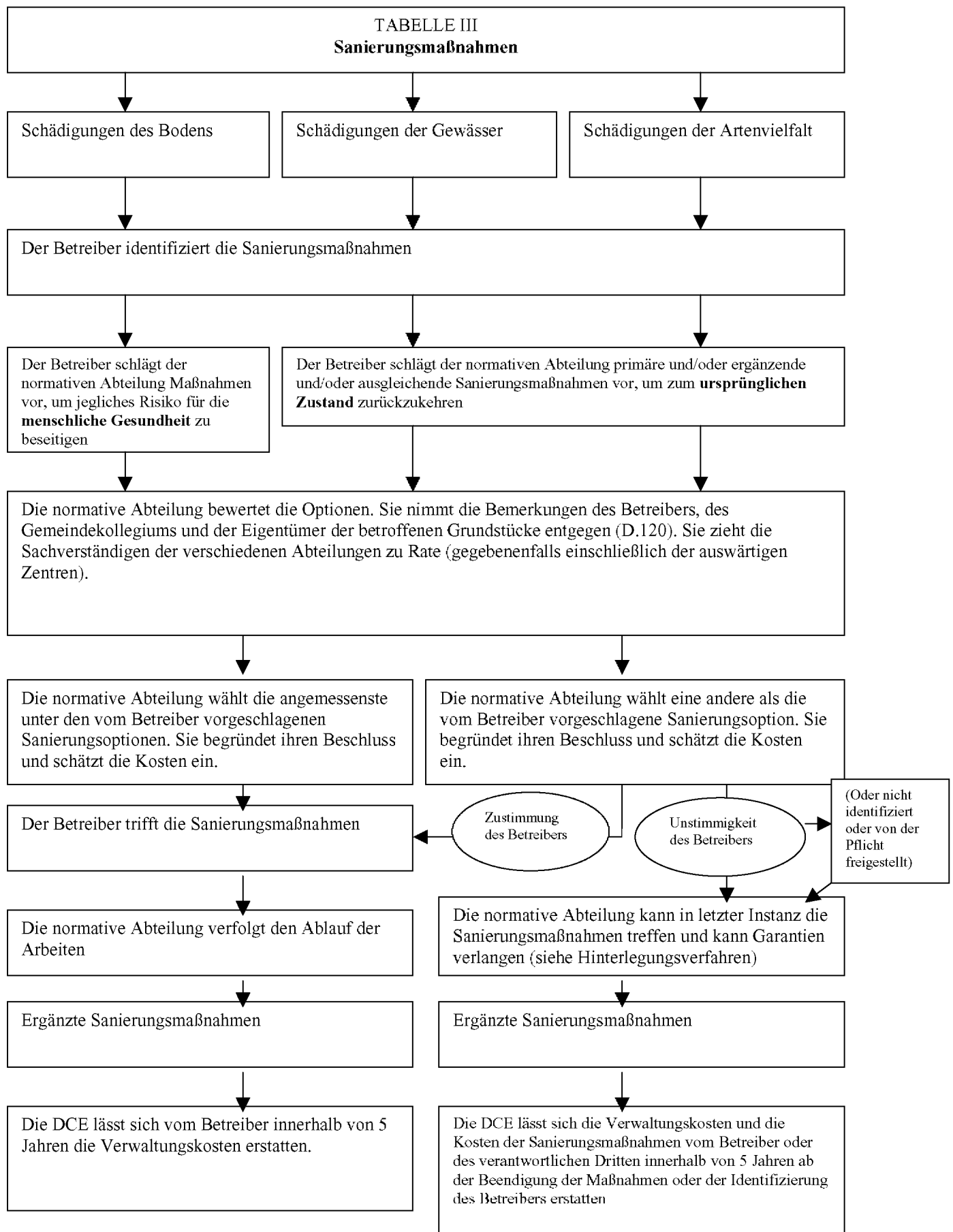
Die Verwaltung der Sanierungsmaßnahmen wird der von der Krisenzelle bezeichneten normativen Abteilung anvertraut (zum Beispiel der Abteilung Wasser im Falle eines Gewässerschadens). Die Freistellungs-, Rückzahlungs- und Erstattungsverfahren werden von der Direktion der Umweltkoordination («DCE» («Direction de la Coordination de l'Environnement»)) verwaltet.



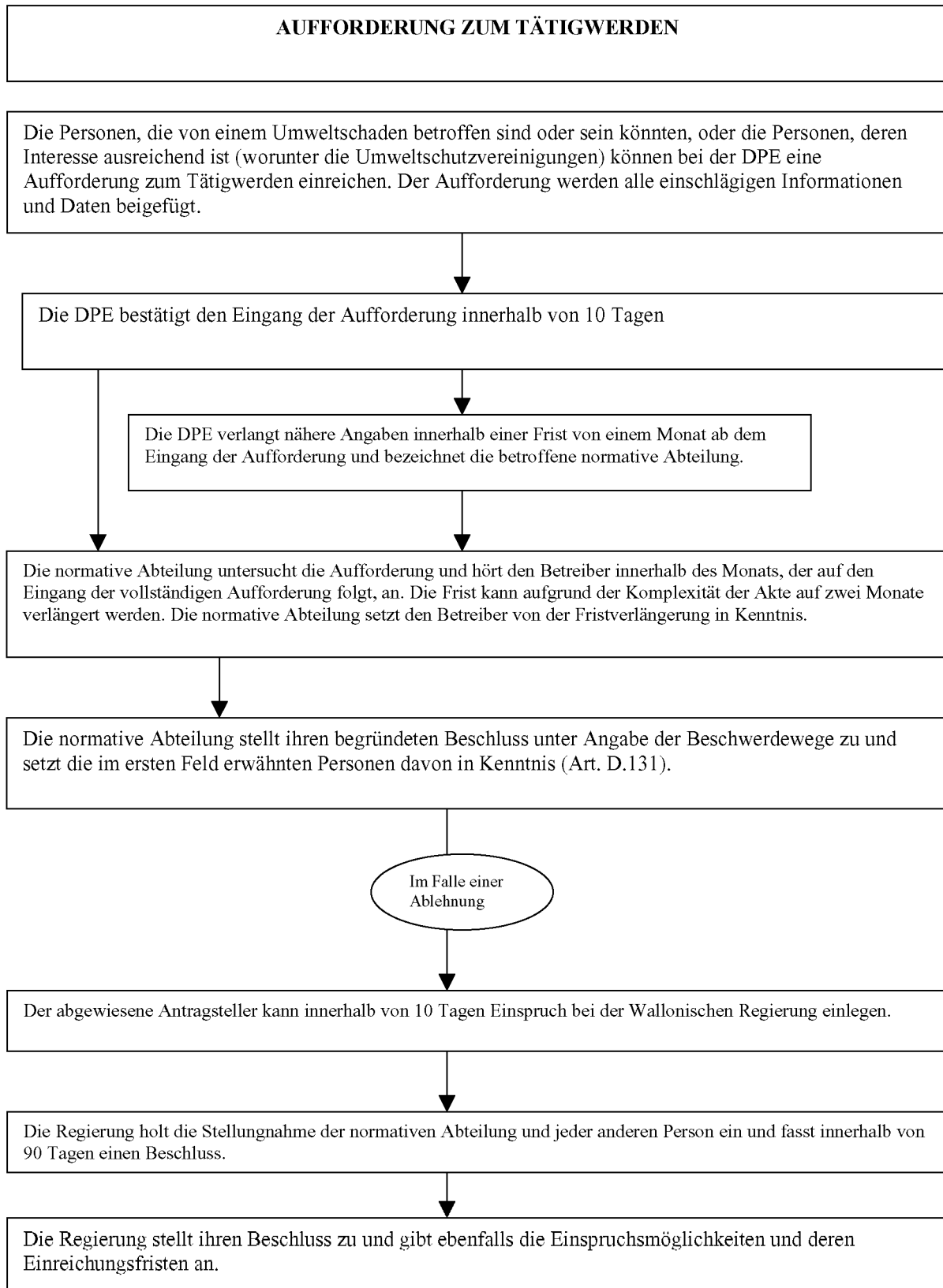
<sup>1</sup> Zur Erinnerung: die Beschlüsse der zuständigen Behörde unterliegen dem durch Artikel D.120 festgelegten Verfahren

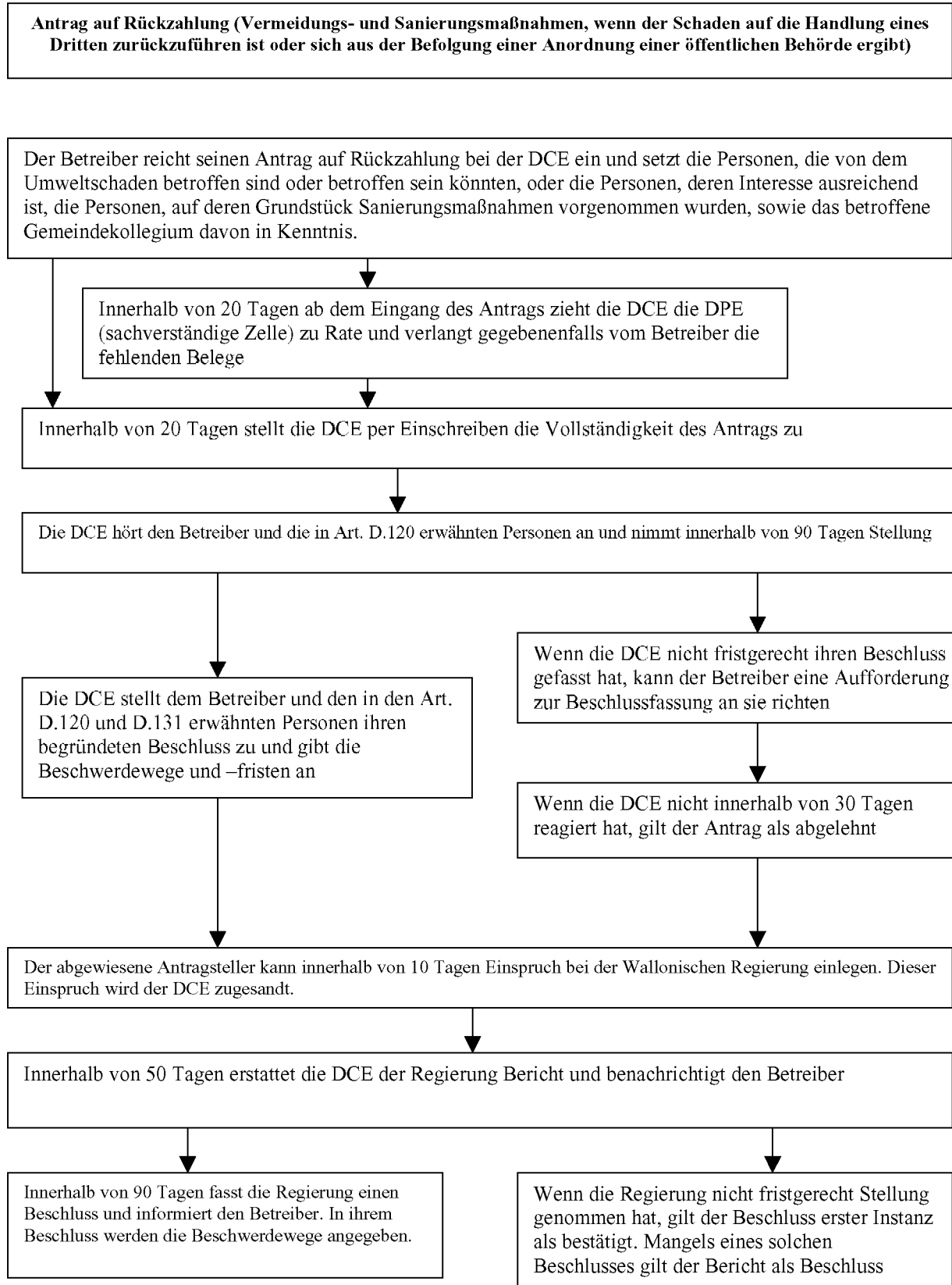


<sup>2</sup> Zur Erinnerung: die Beschlüsse der zuständigen Behörde unterliegen dem durch Artikel D.120 festgelegten Verfahren



<sup>3</sup> Zur Erinnerung: die Beschlüsse der zuständigen Behörde unterliegen dem durch Artikel D.120 festgelegten Verfahren







**Antrag auf Freistellung (Kosten allein für die Sanierungsmaßnahmen – permit defence und State of the art)**

Der Betreiber reicht seinen Antrag auf Freistellung bei der DCE ein und setzt die Personen, die von dem Umweltschaden betroffen sind oder betroffen sein könnten, oder die Personen, deren Interesse ausreichend ist, die Personen, auf deren Grundstück Sanierungsmaßnahmen vorgenommen wurden, sowie das betroffene Gemeindekollegium davon in Kenntnis.

Innerhalb von 15 Tagen ab dem Eingang des Antrags zieht die DCE die DPE (sachverständige Zelle) zu Rate und verlangt gegebenenfalls vom Betreiber die fehlenden Belege

Innerhalb von 15 Tagen stellt die DCE die Vollständigkeit des Antrags zu

Die DCE hört den Betreiber an und nimmt innerhalb von 90 Tagen Stellung

Die DCE stellt dem Betreiber und den in den Art. D.120 und D.131 erwähnten Personen ihren begründeten Beschluss zu und gibt die Beschwerdewege und –fristen an

Wenn die DCE nicht fristgerecht ihren Beschluss gefasst hat, kann der Betreiber eine Aufforderung zur Beschlussfassung an sie richten

Wenn die DCE nicht innerhalb von 30 Tagen reagiert hat, gilt der Antrag als abgelehnt

Der abgewiesene Antragsteller kann innerhalb von 10 Tagen Einspruch bei der Wallonischen Regierung einlegen. Dieser Einspruch wird der DCE zugesandt.

Innerhalb von 50 Tagen erstattet die DCE der Regierung Bericht und benachrichtigt den Betreiber

Innerhalb von 90 Tagen fasst die Regierung einen Beschluss und informiert den Betreiber

Wenn die Regierung nicht fristgerecht Stellung genommen hat, gilt der Beschluss erster Instanz als bestätigt. Mangels eines solchen Beschlusses gilt der Bericht als Beschluss

### Hinterlegung von Finanzgarantien

Auf Vorschlag der DPE (sachverständige Zelle) oder der betroffenen normativen Abteilung kann die DCE die Hinterlegung einer Finanzgarantie beantragen. Dieser Antrag erfolgt per Einschreiben unter Angabe des Betrags und der Modi der Garantiehinterlegung



Wenn innerhalb der Frist keine Sicherheit hinterlegt wurde, lässt die DCE eine Zahlungsanordnung binnen 24 Stunden übermitteln.



Nach Ablauf der Frist der Zahlungsanordnung kann die DCE eine Pfändung durchführen lassen

#### 4. Verfügbare Informationen

##### a) Gewässer

Überwachungsnetz für die Oberflächengewässer: <http://aquapol.environnement.wallonie.be/login.do>

Qualität der Badegewässer: <http://aquabact.environnement.wallonie.be/login.do>

Physikalisch-chemische Qualität der Wasserläufe in der Wallonischen Region: <http://aquaphyc.environnement.wallonie.be/login.do>

Zustand des Grundwasservorkommens in der Wallonie: <http://environnement.wallonie.be/de/eso/atlas/index.htm>

##### b) Böden

Ab der kartographischen Webseite der «DGRNE»: <http://environnement.wallonie.be/cartosig/>, sind folgende Dokumente zugänglich:

- Verzeichnis der Qualität der Böden;
- die geologischen Karten der Wallonie im Maßstab 1: 25 000
- die Bergbaukonzessionen;
- die Karsterscheinungen (vektorielle Darstellung des Karstatlas);
- die Kartographie der Halden.
- Schadstoffspurenelemente (Schwermetalle – ETM («*éléments traces polluants*»))

Gegenwärtig wird ein Datensatz bezüglich des Vorhandenseins bestimmter ETM in den landwirtschaftlichen Böden zusammengestellt. Durch diesen mit bestimmten Merkmalen des Bodens und des Unterbodens (Bodenkarte der Wallonie...) in Zusammenhang gebrachten Datensatz kann das Bodenkataster für diese Elemente aufgestellt werden.

Von diesem Kataster, von festzustellenden Belastungen und angemessenen kartographischen Instrumenten aus wird eine gegenwärtig in der Endbearbeitung befindliche Studie (Projekt CAPASOL) ein Vorhersageinstrument bieten, um den erwarteten Gehalt an ETM einer Parzelle zu bestimmen.

##### — Stickstoff

Die Direktion der Bodenverunreinigung, auf der Grundlage der Anteile der Bodengebundenheit (Verhältnis zwischen dem gebrauchten organischen Stickstoff und dem ausbringbaren Stickstoff):

- verfügt von Betrieb zu Betrieb seit 2003 über eine vorgeschichtliche Situation der Verwaltung des organischen Stickstoffs;
- kann seit der Kampagne 2005 die Zufuhrmengen des mittleren Stickstoffs organischen Ursprungs auf irgendeiner gewünschten Aggregationszone ermitteln, insofern diese bei der Verwaltung (Gemeinde, frühere Gemeinde, Wasserkörper ...) kartographiert ist;
- sieht vor, diese Datenbank mittelfristig durch die mineralischen Stickstoffzufuhrmengen zu ergänzen.

Außerdem sieht der neue Plan für die nachhaltige Bewirtschaftung des Stickstoffs die Durchführung unter bestimmten Bedingungen von stickstoffhaltigen Profilen vor, die für die Aufnahme in eine Datenbank interessant sind.

Folgende Datenbanken können ebenfalls nützlich sein:

- DOREHA und BEDDS, vom «Office wallon des déchets» (Wallonisches Amt für Abfälle) verwaltet
- Das Verzeichnis SAED in der Wallonischen Region, die potenziell mit PAK verseuchten Gelände und der Zusammenhang zwischen der katastralen Beschaffenheit und der Verschmutzungsgefahr, verwaltet von der «DGATLP» («*Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine*» (Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes))
- Walsols, verwaltet von der «SPAQuE» («*société publique d'aide à la qualité de l'environnement*» (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität)): <http://www.walsols.be/>

## c) Artenvielfalt

Die beiden großen Wissensschwerpunkte der Artenvielfalt sind die Arten und Lebensräume.

## A. DIE ARTEN

## 1. Ständige Überwachung von 6 Leitartengruppen (das heißt mehr als 350 Arten insgesamt)

Die Zielsetzungen sind Folgende:

die großen Wandlungen in der wallonischen Artenvielfalt und deren wichtigen Ursachen erkennen und interpretieren;

das Verzeichnis der Gebiete von großem biologischem Interesse ergänzen;

Die Überwachung wird seit 1989 gewährleistet. Sie bezieht sich auf die folgenden sechs Taxone: Amphibien, Reptilien, Vögel, Fledermäuse, Libellen, Tagfalter. Diese etwa 350 Arten decken einen breiten Bereich ökologischer Bedingungen: die Entwicklung ihres Status (Verbreitung, Dichte) ermöglicht es, die großen Wandlungen in der wallonischen Artenvielfalt zu erkennen und zu interpretieren. Diese Arbeit wird insbesondere durch das Erscheinen von Atlanten über die evolutive Verbreitung vergegenständlicht.

Die Daten werden derart zentralisiert, dass ein Höchstmaß an Informationen über die Gebiete eingeholt werden kann, die von den Arten besetzt sind, deren Status besondere Aufmerksamkeit verdient (auf den «roten Listen» angeführte Arten, je nach der Seltenheit und Rückgangsgefahr aufgestellte Listen).

## 2. Ständige Überwachung der Süßwassermakroinvertebraten

Ziel ist es, die biologische Qualität der Wasserläufe zu verfolgen. Die Wasserläufe sind Gegenstand einer regelmäßigen Überwachung ihrer biologischen Qualität durch eine standardisierte Methode, die auf den benthischen Makroinvertebraten beruht. Diese Methode schließt die Sammlung einer großen Anzahl von Probenahmen mit ein und generiert eine bedeutende Sammlung von Tieren, durch die gezieltere Studien durchgeführt werden können.

## 3. Ständige Überwachung der Populationen wilder Huftiere

Ziel ist es, die Populationsdichte wilder Huftiere zu ermitteln und die Abschusspläne anzupassen, um ein Gleichgewicht zwischen Wald und Wild zu sichern. Die Überwachung der großen Huftiere (Hirsch, Reh, Wildschwein, Mufflon, Damhirsch) wird jährlich von der Abteilung Natur und Forstwesen (DNF («Division Nature et Forêts»)) übernommen: Zählung im Frühjahr und Abschussstatistik. Die Daten werden dem «Centre de Recherche de la Nature, des Forêts et du Bois» («CRNFB» (Forschungszentrum für Natur, Forstwesen und Holz)) zur Verfügung gestellt.

## 4. Regelmäßige Bilanzen für andere Taxone

Ziel ist es, die durch die regelmäßigen Überwachungen erzielte Information durch Informationen über andere taxonomische Gruppen zu ergänzen.

Die regelmäßigen Bilanzen werden von der Wallonischen Region finanziert. Demnach werden in dem Bericht über den Zustand der Umwelt in der Wallonie 2006-2007 zusätzlich zu den sechs vorerwähnten Taxonen Synthesen über die höheren Pflanzen, Sporenpflanzen (Pilze, Moose, Lebermoose, Flechten), Laufkäfer, Fische, Säugetiere, Marienkäfer und invasiven Arten vorgestellt. Die Hautflügler waren Gegenstand einer Synthese im Jahre 1993.

## B. DIE LEBENSRAÜME

Folgende Verzeichnisse sind in Bearbeitung:

## 1. Verzeichnis der Gebiete von großem biologischem Interesse («SGIB» („Sites de Grand Intérêt Biologique«))

Ziel ist es, ein Höchstmaß an Gebieten von großem biologischem Interesse zu registrieren. Dieses Verzeichnis wird von der «CRNFB» geführt. In ihm werden die Gebiete registriert, in denen Arten «der roten Liste» beobachtet werden. In ihm werden ebenfalls die Gebiete aufgeführt, die im Laufe von Sonderarbeiten identifiziert wurden (zum Beispiel das Verzeichnis, das den kommunalen Naturförderungsplänen vorhergeht). Von dieser Datenbank ausgehend und unter Ergänzung der Information vor Ort ist vorgesehen, ein Verzeichnis der «SGIB» pro Forstbezirk aufzustellen, und zwar derart, dass eine anwendungsbereite Grundlage zur Identifizierung der hauptsächlich ökologischen Struktur und deren Entwicklung gegeben ist (Experiment für den Forstbezirk von Neufchâteau im Gange).

## 2. Natura 2000-Gebiete

Ziel ist es, den Erhaltungszustand der Natura 2000-Gebiete näher zu bestimmen, um deren Schutz und, für manche unter ihnen, deren Wiederherstellung zu sichern. Für die 220.944 ha Natura 2000-Gebiete befindet sich eine präzise Kartographie in Ausarbeitung, die soweit als möglich eine Bewertung des Erhaltungszustands der auf den Gebieten vorhandenen Arten und Lebensräume mit einschließt. Dies betrifft auf Zeit 13 % des Territoriums unter den reichsten Lebensräumen.

## 3. Ständiges Waldverzeichnis

Ziel ist es, die Entwicklung des wallonischen Waldes zu verfolgen (1/3 des Territoriums). Obwohl dieses Verzeichnis anfangs geplant wurde, um auf Fragen bezüglich der wirtschaftlichen Funktion des Waldes einzugehen, schließt es nun Parameter bezüglich der Artenvielfalt mit ein. Es ermöglicht demnach, über eine große Anzahl von Indikatoren der biologischen Entwicklung der Wälder zu verfügen.

## 4. Forstgestaltungen

Ziel ist es, einen Bewirtschaftungsplan der Wälder aufzustellen, der auf einem Ortsbefund beruht. Der Ortsbefund und die Kartographie, die im Rahmen der Forstgestaltungen durchgeführt werden, geben nützliche Angaben zur Kenntnis der biologischen Qualität des Waldes (Bestände, Holzarten, Bodenkunde, Behandlungen,...). In den Neugestaltungen werden die biologischen Belange noch mehr mit einbezogen (insbesondere unter Berücksichtigung von Natura 2000 und des Rundschreibens über die Artenvielfalt im Wald).

Nähere Informationen sind auf der Webseite <http://biodiversite.wallonie.be/> verfügbar und können auf der Webseite des Analyseberichts des Zustands der wallonischen Umwelt <http://environnement.wallonie.be/eew/default.aspx> eingesehen werden.

## 5. Hydromorphologisches Überwachungsnetz

Es handelt sich um ein Netz zur Überwachung der Wasserkörper, das die physischen Parameter des Flussbetts, der Ufer, der Auflandungsebene, sowie des Uferbewuchses und der aquatischen Lebensräume mit berücksichtigt.

## 5. Verknüpfungen mit den bestehenden Gesetzgebungen

Der vorliegende Abschnitt hat zum Ziel, Beispiele der Gesetzgebungen anzuführen, die in der Bestimmung der Maßnahmen, die im Falle einer unmittelbaren Gefahr eines Schadens oder eines erwiesenen Umweltschadens zu treffen sind, angewandt werden könnten. Es handelt sich hier um als Hinweise dienende Referenzen, die eine Vorstellung der Art der Maßnahmen vermitteln, die in Betracht gezogen werden könnten.

Vermeidungsmaßnahmen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- die in den Artikeln 58, 64, 65, 66, 71, 72 und 74 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Maßnahmen</li> <li>- die in den Artikeln 41 bis 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten «Sicherheitsmaßnahmen»</li> <li>- die «Notmaßnahmen», wie sie in Artikel D-21 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, bestimmt werden</li> </ul>
Sanierungsmaßnahmen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- die in den Artikeln 58, 59bis, 65, 72 und 74 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Maßnahmen</li> <li>- die in Artikel 2, 19° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten «Wiederinstandsetzungsmaßnahmen», sowie die in den Artikeln 41 bis 43 desselben Dekrets erwähnten «Sicherheitsmaßnahmen»</li> <li>- die in den Artikeln D-2, 4°, D- 217 und D-218 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnte öffentliche Abwasserreinigung, und die in den Artikeln D-158, D-167, D- 183, D-190, D-406, sowie in den Artikeln R.262 bis R.270 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnten Maßnahmen</li> <li>- die in Artikel 62 des Gesetzes über die Erhaltung der Natur erwähnten Sanierungsmaßnahmen</li> </ul>

#### 6. Bezugstabelle der Tätigkeiten der Anlage I des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches

Diese Tabelle hat zum Ziel, die Tätigkeiten der Anlage I mit der sich auf diese beziehenden regionalen oder föderalen Gesetzgebung in Zusammenhang zu bringen.

Anlage I, dekretaler Teil des Umweltgesetzbuches	Gesetzliche Referenz
<p>1. Der Betrieb folgender in Übereinstimmung mit Artikel 10 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung einer Umweltgenehmigung unterworfenen Anlagen:</p> <p>1. Energiewirtschaft</p> <p>1.1. Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von über 50 MW</p> <p>1.2. Mineralöl- und Gasraffinerien</p> <p>1.3. Kokereien</p> <p>1.4. Kohlevergasungs- und -verflüssigungsanlagen</p> <p>2. Herstellung und Verarbeitung von Metallen</p> <p>2.1. Röst- oder Sinteranlagen für Metallerz, einschließlich sulfidischer Erze</p> <p>2.2. Anlagen für die Herstellung von Roheisen und Stahl (primäre oder sekundäre Verschmelzung), einschließlich Stranggießen mit einer Kapazität von mehr als 2,5 Tonnen pro Stunde</p> <p>2.3. Anlagen zur Verarbeitung von Eisenmetallen durch:</p> <p>a) Warmwalzen mit einer Leistung von mehr als 20 Tonnen Rohstahl pro Stunde;</p> <p>b) Schmieden mit Hämmern, deren Schlagenergie 50 Kilojoule pro Hammer überschreitet, bei einer Wärmeleistung von über 20 MW;</p> <p>c) Aufbringen von schmelzflüssigen metallischen Schutzschichten mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 2 Tonnen Rohstahl pro Stunde;</p> <p>2.4. Eisenmetallgießereien mit einer Produktionskapazität von über 20 Tonnen pro Tag.</p>	<p>Erllass der Wallonischen Regierung vom 04. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten</p>

Anlage I, dekretaler Teil des Umweltgesetzbuches	Gesetzliche Referenz
<p>2.5. Anlagen:</p> <p><i>a)</i> zur Gewinnung von Nichteisenrohmetallen aus Erzen, Konzentraten oder sekundären Rohstoffen durch metallurgische, chemische oder elektrolytische Verfahren;</p> <p><i>b)</i> zum Schmelzen von Nichteisenmetallen, einschließlich Legierungen, darunter auch Wiedergewinnungsprodukte (Raffination, Gießen) mit einer Schmelzkapazität von mehr als 4 Tonnen pro Tag bei Blei und Kadmium oder 20 Tonnen pro Tag bei allen anderen Metallen.</p> <p>2.6. Anlagen zur Oberflächenbehandlung von Metallen und Kunststoffen durch ein elektrolytisches oder chemisches Verfahren, wenn das Volumen der Wirkbäder 30 m<sup>3</sup> übersteigt.</p> <p>3. Mineralverarbeitende Industrie</p> <p>3.1. Anlagen zur Herstellung von Zementklinker in Drehöfen mit einer Produktionskapazität von über 500 Tonnen pro Tag oder von Kalk in Drehöfen mit einer Produktionskapazität von über 50 Tonnen pro Tag oder in anderen Öfen mit einer Produktionskapazität von über 50 Tonnen pro Tag.</p> <p>3.2. Anlagen zur Gewinnung von Asbest und zur Herstellung von Erzeugnissen aus Asbest.</p> <p>3.3. Anlagen zur Herstellung von Glas, einschließlich Anlagen zur Herstellung von Glasfasern mit einer Schmelzkapazität von über 20 Tonnen pro Tag.</p> <p>3.4. Anlagen zum Schmelzen mineralischer Stoffe, einschließlich Anlagen zur Herstellung von Mineralfasern mit einer Schmelzkapazität von über 20 Tonnen pro Tag.</p> <p>3.5. Anlagen zur Herstellung von keramischen Erzeugnissen durch Brennen, insbesondere von Dachziegeln, Ziegelsteinen, feuerfesten Steinen, Fliesen, Steinzeug oder Porzellan, mit einer Produktionskapazität von über 75 Tonnen pro Tag und/oder einer Ofenkapazität von über 4 m<sup>3</sup> und einer Besatzdichte von über 300 kg/m<sup>3</sup> pro Ofen.</p> <p>4. Chemische Industrie</p> <p>Die Herstellung im Sinne der Kategorien von Tätigkeiten der vorliegenden Rubrik bedeutet die Herstellung der in den Punkten 4.1 bis 4.6 erwähnten Stoffe oder Stoffgruppen durch chemische Umwandlung im industriellen Umfang.</p> <p>4.1. Chemieanlagen zur Herstellung von organischen Grundchemikalien wie:</p> <p><i>a)</i> einfachen Kohlenwasserstoffen (lineare oder ringförmige, gesättigte oder ungesättigte, aliphatische oder aromatische);</p> <p><i>b)</i> sauerstoffhaltigen Kohlenwasserstoffen, insbesondere Alkohole, Aldehyde, Ketone, Carbonsäuren, Ester, Acetate, Ether, Peroxide, Epoxide;</p> <p><i>c)</i> schwefelhaltigen Kohlenwasserstoffen;</p> <p><i>d)</i> stickstoffhaltigen Kohlenwasserstoffen, insbesondere Amine, Amide, Nitroso-, Nitro- oder Nitratverbindungen, Nitrile, Cyanate, Isocyanate;</p>	

Anlage I, dekretaler Teil des Umweltgesetzbuches	Gesetzliche Referenz
<p>e) phosphorhaltigen Kohlenwasserstoffen;</p> <p>f) halogenhaltigen Kohlenwasserstoffen;</p> <p>g) metallorganischen Verbindungen;</p> <p>h) Basiskunststoffen (Polymeren, Chemiefasern, Fasern auf Zellstoffbasis);</p> <p>i) synthetischen Kautschuken;</p> <p>j) Farbstoffen und Pigmenten;</p> <p>k) Tensiden.</p> <p>4.2. Chemieanlagen zur Herstellung von anorganischen Grundchemikalien wie:</p> <p>a) Gasen wie Ammoniak, Chlor oder Chlorwasserstoff, Fluor oder Fluorwasserstoff, Kohlenstoffoxiden, Schwefelverbindungen, Stickstoffoxiden, Wasserstoff, Schwefeldioxid, Phosgen;</p> <p>b) Säuren wie Chromsäure, Flusssäure, Phosphorsäure, Salpetersäure, Salzsäure, Schwefelsäure, Oleum, schwefelige Säuren;</p> <p>c) Basen wie Ammoniumhydroxid, Kaliumhydroxid, Natriumhydroxid;</p> <p>d) Salzen wie Ammoniumchlorid, Kaliumchlorat, Kaliumkarbonat, Natriumkarbonat, Perborat, Silbernitrat;</p> <p>e) Nichtmetallen, Metalloxiden oder sonstigen anorganischen Verbindungen wie Kalziumkarbid, Silicium, Siliciumkarbid.</p> <p>4.3. Chemieanlagen zur Herstellung von phosphor-, stickstoff- oder kaliumhaltigen Düngemitteln (Einnährstoff- oder Mehrnährstoffdünger).</p> <p>4.4. Chemieanlagen zur Herstellung von Ausgangsstoffen für Pflanzenschutzmittel und von Bioziden.</p> <p>4.5. Anlagen zur Herstellung von Grundarzneimitteln unter Verwendung eines chemischen oder biologischen Verfahrens.</p> <p>4.6. Chemieanlagen zur Herstellung von Explosivstoffen.</p> <p>5. Abfallbewirtschaftung</p> <p>Unbeschadet des oben erwähnten Punktes 2:</p> <p>5.1. In Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs erwähnte Anlagen zur Beseitigung oder Verwertung von gefährlichen Abfällen, wie sie in den Anlagen II, III (Vorgänge R 1, R 5, R 6, R 8 und R 9) und IV des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt werden, mit einer Kapazität von mehr als 10 Tonnen pro Tag.</p>	

Anlage I, dekretaler Teil des Umweltgesetzbuches	Gesetzliche Referenz
<p>5.2. Anlagen zur Verbrennung von häuslichen Abfällen, wie in Artikel 1, 6° bis 8° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 1993 zur Bekämpfung der Luftverunreinigungen durch Verbrennungsanlagen für Hausmüll festgelegt, mit einer Kapazität von über 3 Tonnen pro Stunde.</p> <p>5.3. Anlagen zur Beseitigung von ungefährlichen Abfällen, wie in der Anlage II, Rubriken D 8 und D 9 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle festgelegt, mit einer Kapazität von über 50 Tonnen pro Tag.</p> <p>5.4. Deponien mit einer Aufnahmekapazität von über 10 Tonnen pro Tag oder einer Gesamtkapazität von über 25.000 Tonnen, mit Ausnahme der Deponien für inerte Abfälle.</p> <p>6. Sonstige Tätigkeiten</p> <p>6.1. Industrielle Anlagen zur Herstellung von:</p> <p>a) Zellstoff aus Holz oder anderen faserhaltigen Stoffen;</p> <p>b) Papier und Pappe, mit einer Produktionskapazität von über 20 Tonnen pro Tag.</p> <p>6.2. Anlagen zur Vorbehandlung (Waschen, Bleichen, Mercerisieren) oder zum Färben von Fasern oder Textilien, deren Verarbeitungskapazität 10 Tonnen pro Tag übersteigt.</p> <p>6.3. Anlagen zum Gerben von Häuten, wenn die Verarbeitungskapazität 12 Tonnen Fertigerzeugnisse pro Tag übersteigt.</p> <p>6.4. a) Anlagen zum Schlachten mit einer Schlachtkapazität (Tierkörper) von mehr als 50 Tonnen pro Tag.</p> <p>b) Behandlungs- und Verarbeitungsanlagen zur Herstellung von Nahrungsmittelerzeugnissen aus:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tierischen Rohstoffen (mit Ausnahme von Milch) mit einer Produktionskapazität von mehr als 75 Tonnen Fertigerzeugnissen pro Tag,</li> <li>- pflanzlichen Rohstoffen mit einer Produktionskapazität von mehr als 300 Tonnen Fertigerzeugnissen pro Tag (Vierteljahresdurchschnittswert).</li> </ul> <p>c) Anlagen zur Behandlung und Verarbeitung von Milch, wenn die eingehende Milchmenge 200 Tonnen pro Tag übersteigt (Jahresdurchschnittswert).</p> <p>6.5. Anlagen zur Beseitigung oder Verwertung von Tierkörpern und tierischen Abfällen mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 10 Tonnen pro Tag.</p> <p>6.6. Anlagen zur Intensivhaltung oder -aufzucht von Geflügel oder Schweinen mit mehr als:</p> <p>a) 40 000 Plätzen für Geflügel;</p> <p>b) 2 000 Plätzen für Mastschweine (Schweine über 30 kg) oder</p> <p>c) 750 Plätzen für Säue.</p> <p>6.7. Anlagen zur Behandlung von Oberflächen von Stoffen, Gegenständen oder Erzeugnissen unter Verwendung von organischen Lösungsmitteln, insbesondere zum Appretieren, Bedrucken, Beschichten, Entfetten, Imprägnieren, Kleben, Lackieren, Reinigen oder Tränken, mit einer Verbrauchskapazität von mehr als 150 kg Lösungsmitteln pro Stunde oder von mehr als 200 Tonnen pro Jahr.</p>	

Anlage I, dekretaler Teil des Umweltgesetzbuches	Gesetzliche Referenz
<p>6.8. Anlagen zur Herstellung von Kohlenstoff (Hartbrandkohle) oder Elektrographit durch Brennen oder Graphitieren.</p> <p>Die Anlagen oder Teile von Anlagen, die für die Erforschung, Entwicklung oder Erprobung von neuen Produkten und Verfahren verwendet werden, sind durch die vorliegende Anlage nicht betroffen.</p>	
<p>2. Die Vorgänge zur Bewirtschaftung der Abfälle, insbesondere die Sammlung, der Transport, die Verwertung und Beseitigung der Abfälle und gefährlichen Abfälle, einschließlich der Überwachung dieser Vorgänge, sowie der Überwachung der Deponien nach deren Schließung, wofür eine Genehmigung, Umweltgenehmigung oder Registrierung erforderlich ist.</p> <p>Diese Tätigkeiten umfassen unter anderem den Betrieb von technischen Vergrabungszentren und von Verbrennungsanlagen.</p>	<p>Artikel 3 und 11 des Dekrets vom 27/06/1996 über die Abfälle  EWR vom 14/06/2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle  ER vom 02/06/1987 zur Regelung der Einfuhr, Ausfuhr und Durchfuhr der Abfälle</p> <p>EWR vom 13/11/ 2003 über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen</p> <p>EWRE vom 09/04/1992 über gefährliche Abfälle (Rubrik 90.2 der Anlage I des Erlasses vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten).</p> <p>Artikel 19 und 20 des Dekrets vom 27/06/1996 über die Abfälle  EWR vom 27/02/2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren und vom 18/03/2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und des Betriebs von Verbrennungsanlagen im Sinne des EWR vom 27/02/2003 über die sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder mitverbrennungsanlagen (Rubriken 90.24 und 90.25 der Anlage I des Erlasses vom 04/07/2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten).</p>
<p>3. Jede Ableitung in Oberflächenbinnengewässer, die einer Umweltgenehmigung unterliegt.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Artikel D-159, 1° bis 6° und R 131 bis 141 des Buches II des Wassergesetzbuches</li> <li>- KE vom 03/08/1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser</li> <li>- EWRE vom 11/02/1993 zur Bestimmung der allgemeinen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die gefährliche Stoffe der Liste I enthalten (Artikel 90.1 der Nomenklatur der Anlage I des Erlasses vom 04/07/2002).</li> </ul>
<p>4. Die einer Genehmigung, Erlaubnis oder Eintragung unterliegende Ableitung oder Einführung von Schadstoffen oder gefährlichen Stoffen in Oberflächen- oder Grundgewässer.</p>	<p>Artikel D-170 und R.174 bis R.187 des Wassergesetzbuches</p>
<p>5. Die Gewinnung und Aufstauung von einer vorherigen Genehmigung unterworfenem Wasser.</p>	<p>Artikel D-169 und D-170 des Buches II des Wassergesetzbuches</p>



Anlage I, dekretaler Teil des Umweltgesetzbuches	Gesetzliche Referenz
<p>6. Die Herstellung, Benutzung, Lagerung, Behandlung, Verpackung, Ableitung in die Umwelt und Beförderung vor Ort von:</p> <p>a) gefährlichen Stoffen im Sinne der Regelungsbestimmungen für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe;</p> <p>b) gefährlichen Zubereitungen im Sinne der Regelungsbestimmungen für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen;</p> <p>c) Pflanzenschutzmitteln im Sinne der Regelungsbestimmungen für die Vermarktung von Pflanzenschutzmitteln;</p> <p>d) Biozid-Produkten im Sinne der Regelungsbestimmungen für die Vermarktung von Biozid-Produkten.</p>	<p>Artikel 1, § 4 des KE vom 24/05/1982 zur Regelung der Vermarktung von Stoffen, die für den Menschen und dessen Umwelt gefährlich sein können</p> <p>Artikel 1, § 2 des KE vom 11/01/1993 zur Regelung der Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen im Hinblick auf deren Vermarktung oder Verwendung, ersetzt durch den KE vom 17. Juli 2002</p> <p>Artikel 1, 2° des KE vom 28/02/1994 über die Aufbewahrung, Vermarktung und Benutzung der Pestizide in der Landwirtschaft</p> <p>Artikel 1, 1° des KE vom 22/05/2003 über die Vermarktung und Benutzung der Biozid-Produkte</p>
<p>7. Die Beförderung gefährlicher oder umweltschädlicher Güter auf der Straße, auf der Schiene, auf Binnengewässern, auf See oder in der Luft im Sinne der Regelungsbestimmungen über den Gefahrguttransport auf der Straße, auf der Schiene oder die Mindestanforderungen an Schiffe, die Seehäfen der Gemeinschaft anlaufen oder aus ihnen auslaufen und gefährliche oder umweltschädliche Güter befördern</p>	<p>KE vom 09/03/2003 über die Beförderung von Gütern auf der Straße, mit Ausnahme der explosiven und radioaktiven Stoffe</p> <p>KE vom 20/07/2001 zur allgemeinen Regelung des Schutzes der Bevölkerung, der Arbeitnehmer und der Umwelt gegen die Gefahren der ionisierenden Strahlungen</p> <p>KE vom 04/08/1981 zur Polizei- und Schifffahrtsregelung für das belgische Territorialmeer, die Häfen und Strände der belgischen Küste</p> <p>KE vom 23/09/1992 zur Schifffahrtsregelung der unteren Seescheide.</p>
<p>8. Der Betrieb von Anlagen, die einer Genehmigung unterliegen kraft der Regelungsbestimmungen über die Bekämpfung der Luftverunreinigung durch Industrieanlagen, was die Ausstöße in die Luft irgendeines der Schadstoffe betrifft, die durch diese Regelungsbestimmungen gedeckt sind.</p>	<p>EWR vom 09/12/1993 zur Bekämpfung der Luftverunreinigung durch Industrieanlagen</p>
<p>9. Jegliche Anwendung genetisch veränderter oder pathogener Organismen in geschlossenen Systemen, einschließlich des Transports solcher Organismen im Sinne der Regelungsbestimmungen über die Anwendung genetisch veränderter oder pathogener Organismen in geschlossenen Systemen.</p>	<p>EWR vom 18/04/2002 zur Abänderung der allgemeinen Arbeitsschutzordnung im Bereich der Anwendung genetisch veränderter oder pathogener Organismen in geschlossenen Systemen</p>
<p>10. Die grenzüberschreitende Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Union, die kraft der Regelungsbestimmungen über die Überwachung und Kontrolle der Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft einer vorherigen Genehmigung unterworfen oder untersagt ist.</p>	<p>EWR vom 09/06/1994 zur Überwachung und Kontrolle der Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft</p>
<p>11. Die Bewirtschaftung der Abfälle aus der mineralgewinnenden Industrie gemäß der Richtlinie 2006/21/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie.</p>	<p>Gesetzgebung in Vorbereitung</p>

### 7. Schlussfolgerung

Der Grundsatz, nach dem der Umweltverschmutzer zahlt, wenn ein Umweltschaden eintritt (Verursacherprinzip), wurde bereits im wallonischen Recht (Artikel D.3, 2° des Buches I des Umweltgesetzbuches) erwähnt. Dieser Grundsatz hat eine abschreckende Wirkung auf die Verletzung des Umweltrechts und trägt dadurch zur Verwirklichung der Zielsetzungen und zur Anwendung der Umweltpolitik der Region bei.

In der Wallonischen Region verfügen wir bereits über zahlreiche Rechtsinstrumente:

- Zur Vorbeugung jeglicher Gefährdung der Umwelt: die Umweltgenehmigung ist das Instrument schlechthin zur Festlegung der Bedingungen, durch die die Umweltverschmutzung vermieden wird;

- Zur Behebung der Schäden: die Umweltdekrete sind mit Strafmaßnahmen und mitunter verwaltungsrechtlichen Strafen versehen.

Dieses Spektrum von Instrumenten wird heute durch das Dekret vom 22. November 2007 zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches zwecks Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden ergänzt. Es bietet eine neue Gelegenheit, den Umweltschutz sicherzustellen.

Das Dekret über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße in Sachen Umwelt wird in Kürze ein weiterer bedeutender Durchbruch sein, um den Umweltschutz in die Tat umzusetzen.

Für nähere Auskünfte können Sie sich mit meiner Verwaltung in Verbindung setzen:

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Avenue Prince de Liège 15

5100 Namur

Tel.: +32 (0) 81 33 50 50

Fax: +32 (0) 81 33 51 22

E-Mail: DGRNE@mrw.wallonie.be

Internet-Adresse: <http://environnement.wallonie.be/>

Namur, den 6. März 2008

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

### VERTALING

### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C – 2008/27073]

#### 6 MAART 2008. — Omzendbrief betreffende de uitvoering van de milieuaansprakelijkheidsregeling

Deze omzendbrief strekt ertoe de uitvoering te verduidelijken van de nieuwe milieuaansprakelijkheidsregeling voortvloeiend uit Deel VII - Milieuaansprakelijkheid met betrekking tot het voorkomen en herstellen van milieuschade van Boek I van het Milieuwetboek, zoals ingevoegd bij decreet van 22 november 2007.

Dat decreet legt voor de milieuaansprakelijkheid een kader vast dat berust op het veroorzakersprincipe, met het oog op het voorkomen en herstellen van milieuschade. Daarmee wordt Richtlijn 2004/35/EG betreffende de milieuaansprakelijkheid omgezet.

Na een bondig overzicht van de nieuwe regeling worden achtereenvolgens de rechten en plichten van elke actor, de procedures die bij elke stap van de regeling gelden, de heden beschikbare informatie over de staat van de verschillende milieus en de koppelingen met de bestaande wetgevingen besproken. Ten slotte worden de activiteiten van bijlage I bij het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek in een referentietabel voorgesteld.

#### 1. Inleiding

##### Toepassingsgebied en aansprakelijkheidsregeling

Het aansprakelijkheidsbeginsel geldt voor milieuschade en dreigende milieuschade wanneer ze voortvloeien uit beroepsactiviteiten, voor zover er een oorzakelijk verband gelegd kan worden tussen de schade en de activiteit waarvan sprake.

Het decreet maakt een onderscheid tussen twee elkaar aanvullende toestanden die elk onder een aparte aansprakelijkheidsregeling vallen: enerzijds, onder de beroepsactiviteiten waarvan sprake in bijlage I bij het Milieuwetboek, het decreetgevend deel, en anderzijds, bij de andere beroepsactiviteiten.

De eerste aansprakelijkheidsregeling geldt hoofdzakelijk voor landbouw- of industriële activiteiten die onder IPPC vallen, de activiteiten waarbij zware metalen in het water geloosd of in de lucht uitgestoten worden, voor de installaties die gevaarlijke chemische stoffen voortbrengen en op de activiteiten inzake afvalbeheer (meer bepaald de stortplaatsen en de verbrandingsinstallaties). Volgens die eerste regeling kan de uitbater aansprakelijk worden gesteld, al heeft hij zelf geen enkele fout begaan.

De tweede aansprakelijkheidsregeling geldt voor alle andere beroepsactiviteiten dan die waarvan sprake in bijlage I bij het Milieuwetboek, decreetgevend deel, maar enkel wanneer schade toegebracht wordt of dreigt te worden aan de bij de communautaire wetgeving beschermde soorten en natuurlijke habitats. In dat geval is de aansprakelijkheid van de uitbater enkel betrokken als deze een fout heeft begaan of nalatig is geweest.

Het decreet voorziet in een bepaald aantal gevallen waarin de milieuaansprakelijkheid uitgesloten is. Zo geldt de aansprakelijkheidsregeling niet voor schade of dreigende schade uit een gewapend conflict, een natuurramp, een activiteit die valt onder het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, een activiteit inzake de internationale veiligheid en een activiteit die valt onder bepaalde internationale overeenkomsten. De activiteiten die hoofdzakelijk te maken hebben met Landsverdediging vallen wel onder deze wetgeving.

##### Voorkomen en herstellen van de schade

Indien er dreigende milieuschade ophanden is, treft de uitbater de geschikte voorkomingsmaatregelen en licht de bevoegde overheid en het betrokken gemeentecollege in als de toestand aanhoudt. Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu kan eveneens de uitbater (de potentiële vervuiler) ertoe verplichten die maatregelen te treffen of het treft ze zelf en verhaalt de kosten vervolgens die uit die maatregelen ontstonden.

Wanneer schade voorvalt, verplicht de bevoegde overheid de betrokken uitbater om alle geschikte herstelmaatregelen te treffen of ze treft ze zelf en verhaalt daarna alle kosten. Als er zich verschillende schadegevallen hebben voorgedaan, kan de bevoegde overheid beslissen over de orde van voorrang in het herstellen ervan.

Het herstellen van milieuschade neemt verschillende vormen aan volgens het soort schade :

— voor de schade aan de bodems eist het decreet dat de betrokken bodems ontsmet worden totdat er geen enkel ernstig risico op een negatief effect op de menselijke gezondheid meer bestaat;

— voor de schade aan wateren of aan de beschermde soorten of natuurlijke habitats beoogt het decreet het herstel van het leefmilieu in de staat waarin het zich bevond voordat de schade zich voordeed. Daartoe dienen alle beschadigde natuurlijke hulpbronnen of ecosysteemfuncties hersteld dan wel vervangen te worden door identieke, gelijksoortige of evenwaardige natuurlijke elementen, ofwel op de plaats van het gebeuren ofwel indien nodig op een alternatieve locatie.

Enkele begripsomschrijvingen (art. D94)

Beroepsactiviteit : een in het kader van een economische activiteit, een bedrijf of een onderneming verrichte activiteit, ongeacht het particuliere, openbare, winstgevende of niet-winstgevende karakter daarvan.

Preventieve maatregelen : maatregelen naar aanleiding van een gebeurtenis, handeling of nalatigheid waardoor een onmiddellijke dreiging van milieuschade is ontstaan, teneinde die schade te voorkomen of tot een minimum te beperken.

Herstelmaatregelen : maatregel of combinatie van maatregelen, met inbegrip van inperkende of tussentijdse maatregelen, gericht op herstel, rehabilitatie of vervanging van de aangetaste natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties, of op het verschaffen van een gelijkwaardig alternatief voor rijkdommen of functies.

Natuurlijke hulpbron : de beschermde soorten en habitats, de wateren en de bodems.

Functies en ecosysteemfuncties : de functies die natuurlijke rijkdommen vervullen ten behoeve van andere natuurlijke rijkdommen of het publiek.

Primair herstel : herstelmaatregelen waardoor aangetaste natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties tot de referentietoestand worden teruggebracht.

Complementair herstel : herstelmaatregelen met betrekking tot natuurlijke rijkdommen en/of ecosystemen ter compensatie van het feit dat primair herstel niet tot volledig herstel van de aangetaste natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties leidt.

Compenserend herstel : maatregelen ter compensatie van tussentijdse verliezen van natuurlijke rijkdommen en/of ecosysteemfuncties die zich voordoen tussen het tijdstip waarop de schade ontstaat en het tijdstip waarop het primair herstel zijn volledige uitwerking heeft bereikt.

Kosten : de kosten die verantwoord zijn in het licht van de noodzaak een juiste en doeltreffende toepassing van Deel VII van Boek I van het Milieuwetboek te garanderen, met inbegrip van ramingskosten van milieuschade, onmiddellijke dreiging van zulke schade, de opties inzake de acties, alsook de administratieve, juridische en handhavingskosten, de kosten van het vergaren van gegevens en andere algemene kosten, en de kosten in verband met monitoring en toezicht.

Kosten van preventie en herstel

Gesteld dat het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie zelf de preventie- of herstelmaatregelen uitvoert, verhaalt het de gemaakte kosten op de uitbater die aansprakelijk is voor de schade of de dreigende schade. Hetzelfde beginsel geldt voor de milieubeoordelingen die doorgevoerd worden om de omvang van de schade en de maatregelen voor het herstel ervan te bepalen. De bevoegde overheid moet de inningsprocedures inleiden binnen de vijf jaar te rekenen van de datum van voltooiing van de preventie- of herstelmaatregelen of van de datum waarop de aansprakelijke uitbater of de derde zijn geïdentificeerd, waarbij rekening gehouden wordt met de meest recente datum.

Als verschillende uitbaters medeaansprakelijk zijn voor bepaalde schade, moeten ze hoofdelijk of verhoudingsgewijs de kosten voor het herstel overnemen.

Verzoek om ingrijpen

De natuurlijke of rechtspersonen die negatieve gevolgen van milieuschade zouden kunnen ondervinden en de organisaties die de milieubescherming beogen mogen onder bepaalde voorwaarden (voldoende betrokkenheid, informatie en gegevens die de waarnemingen staven...) aan de bevoegde overheden in de zin van dit decreet vragen om tegen schade op te treden. De personen en organisaties die een verzoek om ingrijpen hebben ingediend mogen in beroep gaan bij een rechtbank of een ad hoc instantie om het wettelijk karakter van de beslissingen, van de ingrepen of van het afzien ervan te laten beoordelen.

2. Rechten en verplichtingen van elke actor

a) Uitbater

— Dreigende milieuschade voorkomen;

— De bevoegde overheid, evenals het (de) betrokken gemeentecollege(s) inlichten als de voorkomingsmaatregelen onvoldoende zijn;

— De bevoegde overheid, evenals het (de) betrokken gemeentecollege(s) inlichten bij milieuschade;

— Onmiddellijk de maatregelen treffen om de verontreinigende stoffen te bestrijden, in te perken, te verwijderen of te behandelen;

— De maatregelen voorstellen voor het herstellen van de schade (herstellen van biodiversiteit en water, wegwerken van het risico voor de menselijke gezondheid wat betreft de bodems), en

— De nodige herstelmaatregelen treffen zoals bepaald door de bevoegde overheid;

— Een aanvraag tot terugbetaling of vrijstelling indien in voorkomend geval.

*b) Burger*

- Recht om in te grijpen als hij betrokken is of zou kunnen zijn bij milieuschade;
- Recht om gehoord te worden als hij eigenaar is van de verontreinigde grond;
- Mogelijkheid om opmerkingen te maken in het kader van de beslissingname als beslissing volgt op een verzoek om ingrijpen.

*c) Milieubeschermingsverenigingen*

- Recht om in te grijpen bij milieuschade (ze worden verondersteld belang te hebben bij het ingrijpen);
- Mogelijkheid om opmerkingen te maken in het kader van de beslissingname als beslissing volgt op een verzoek om ingrijpen.

*d) Gewestelijke overheden*

- Bij onmiddellijke dreiging
  - de uitbater verplichten om informatie te verstrekken;
  - de uitbater de instructies geven die hij moet volgen wat betreft de te treffen voorkomingsmaatregelen;
  - de uitbater verplichten de nodige herstelmaatregelen te treffen;
  - zelf de nodige preventieve maatregelen nemen.
- Bij milieuschade
  - de uitbater identificeren,
  - de exploitant verplichten aanvullende informatie te verstrekken over enige schade die zich heeft voorgedaan;
  - zelf elke haalbare maatregel nemen om de betrokken verontreinigende stoffen en/of enige andere schadefactoren onmiddellijk onder controle te houden, in te perken, te verwijderen of anderszins te beheersen, teneinde verdere milieuschade en negatieve effecten op de menselijke gezondheid, of verdere aantasting van functies te beperken of te voorkomen, dan wel de exploitant daartoe verplichten of hem daartoe instructies geven;
  - kiezen welke herstelmaatregelen getroffen moeten worden door de uitbater nadat hij zijn opties heeft voorgesteld;
  - de prioritair herstelmaatregelen kiezen bij veelvuldige schade die niet tegelijk verholpen kan worden;
  - de uitbater verplichten de nodige herstelmaatregelen te treffen;
  - zelf de nodige herstelmaatregelen treffen.
- Over het algemeen
  - De bepalingen van het decreet uitvoeren;
  - De procedure van art. D.120 volgen (raadpleging van de uitbater, van het betrokken gemeentecollege, van de privé-persoon die eigenaar is van het terrein waarop de maatregelen genomen zullen worden, evenals degenen die een verzoek om ingrijpen indienen) voor alle beslissingen getroffen overeenkomstig de artikelen D.114 tot en met D.119 (identificatie van de uitbater, keuze van de herstelmaatregelen, raming van de kosten,...)
  - De kosten veroorzaakt door het treffen van voorkomings- of herstelmaatregelen in de plaats van de uitbater trachten te verhalen;
  - Een verzoek om ingrijpen, ingediend door een derde, in overweging nemen en het zo spoedig mogelijk beantwoorden met motivering van de beslissing;
  - Samenwerken met de andere staten of gewesten bij grensoverschrijdende schade.

*e) Plaatselijke overheden*

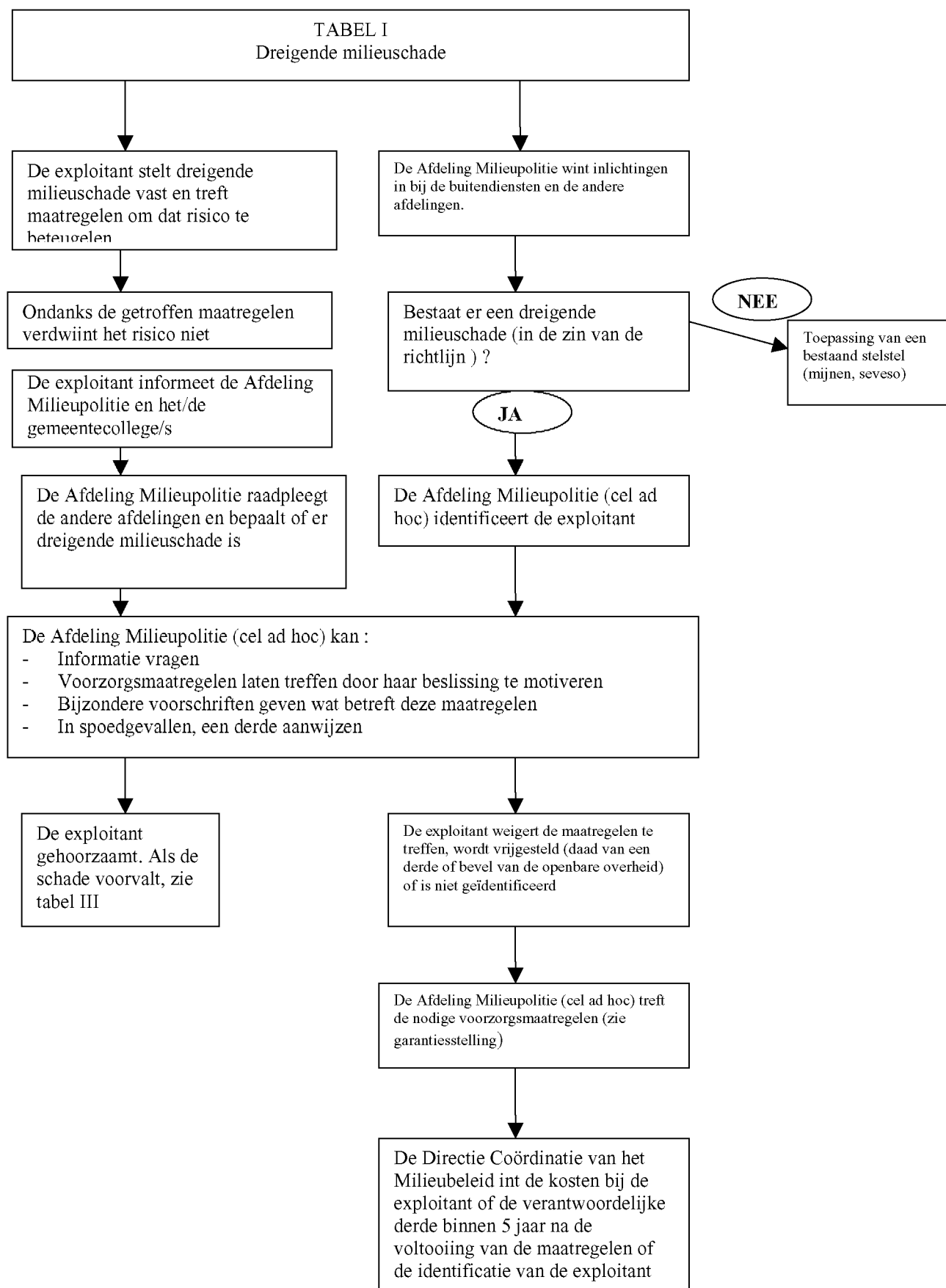
- Ingelicht door de uitbater bij milieuschade of dreigende milieuschade;
- Betrokken bij de vrijstellings-, terugbetalings-, beslissingsprocedures wat betreft de te treffen maatregelen en het verzoek om ingrijpen;
- Recht om in te grijpen als zij betrokken zijn of zouden kunnen zijn bij milieuschade;

## 3. Procedure

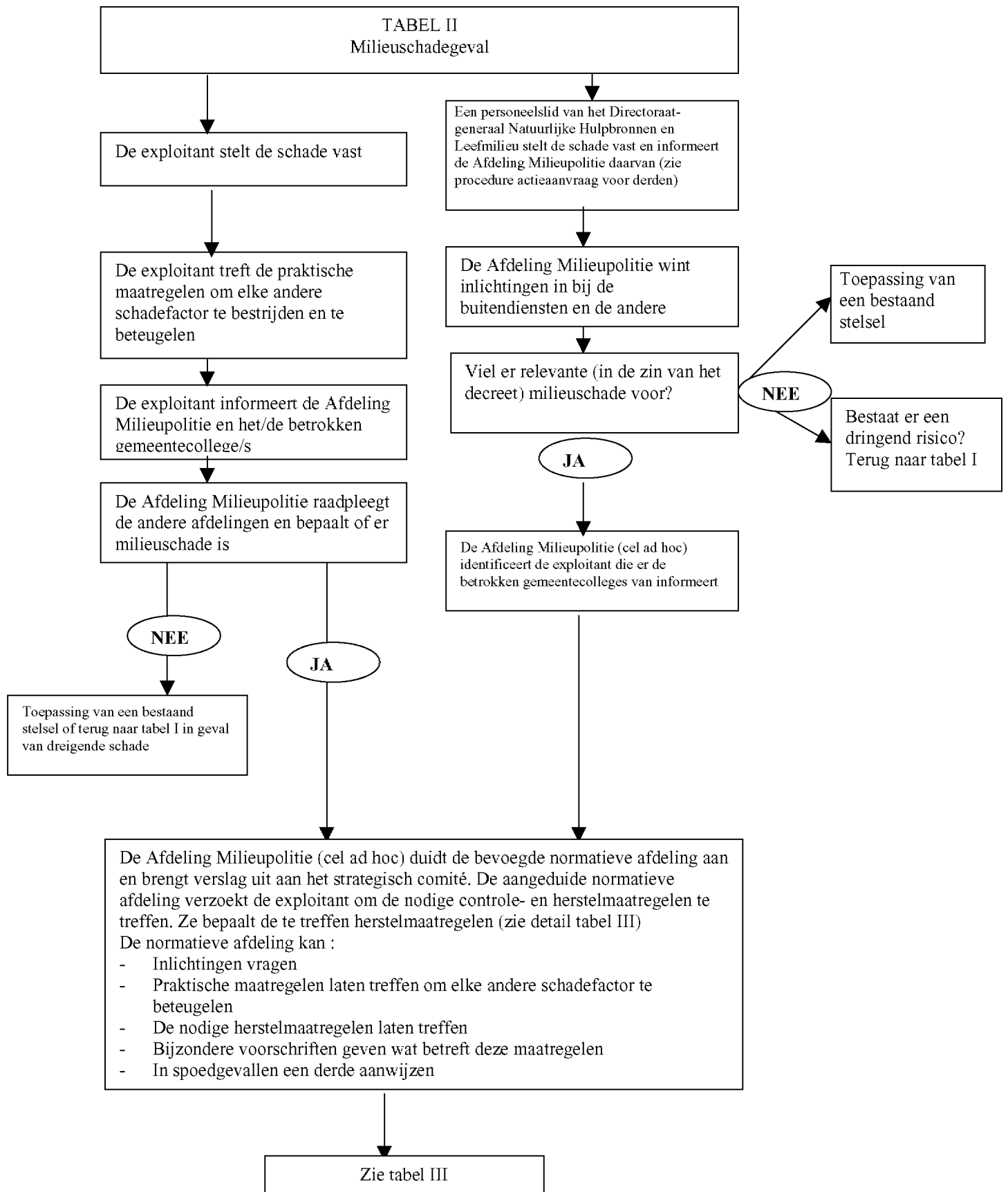
De privé-persoon die het Directoraat-generaal opbellen in verband met een verontreiniging worden bij voorkeur doorverbonden met de dienst « SOS pollutions ». Anderzijds worden de meeste vaststellingen ter plaatse verricht door de personeelsleden van de milieupolitie.

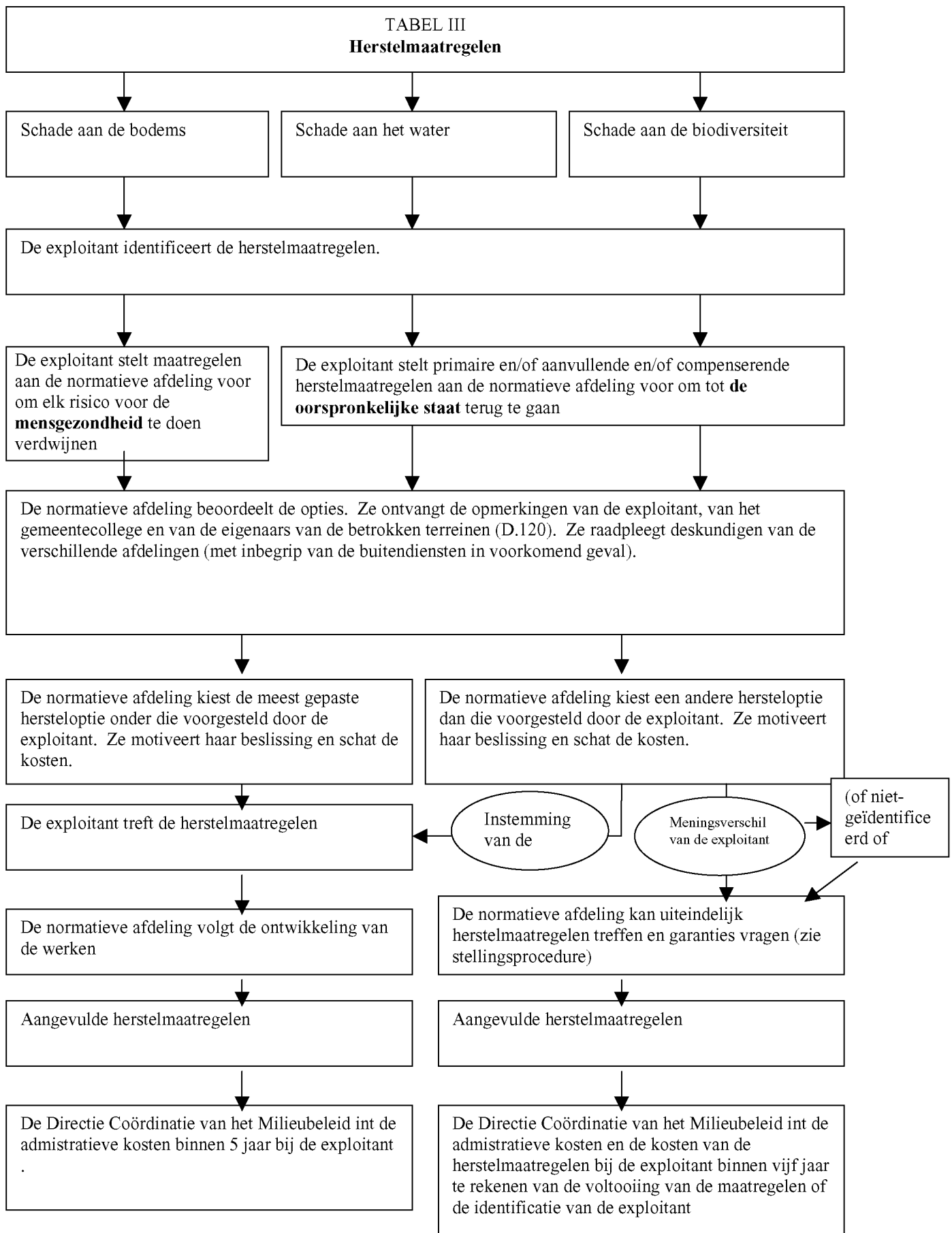
Om het interventiemechanisme te rationaliseren, wordt de procedure bij dreigende milieuschade door de Afdeling Milieupolitie gecoördineerd. De personen die andere diensten opbellen, worden zo spoedig mogelijk doorverbonden met die afdeling. Die afdeling treedt op eigen initiatief op of op grond van externe informatie (particulieren, NGO's, gemeenten, personeelsleden van andere afdelingen) en richt indien nodig een ad hoc cel op om het incident te beheren. Die cel bestaat uit deskundigen van de andere afdelingen die gekozen worden in functie van het soort dreigende of vastgestelde schade. De deskundigen worden uitgekozen op grond van een lijst opgemaakt in het bestuur en de opdrachten uitgeoefend in het kader van die regeling worden als prioritair beschouwd. Die procedure wordt aangevuld met de instelling van een crisisoriëntering in alle diensten.

Het beheer van de herstelmaatregelen wordt toevertrouwd aan de normatieve afdeling aangewezen door de crisiscel (bijvoorbeeld, de Afdeling Water bij waterschade). De procedures voor de vrijstelling, de terugbetaling en de inning worden beheerd door de Directie Coördinatie van het Milieubeleid.

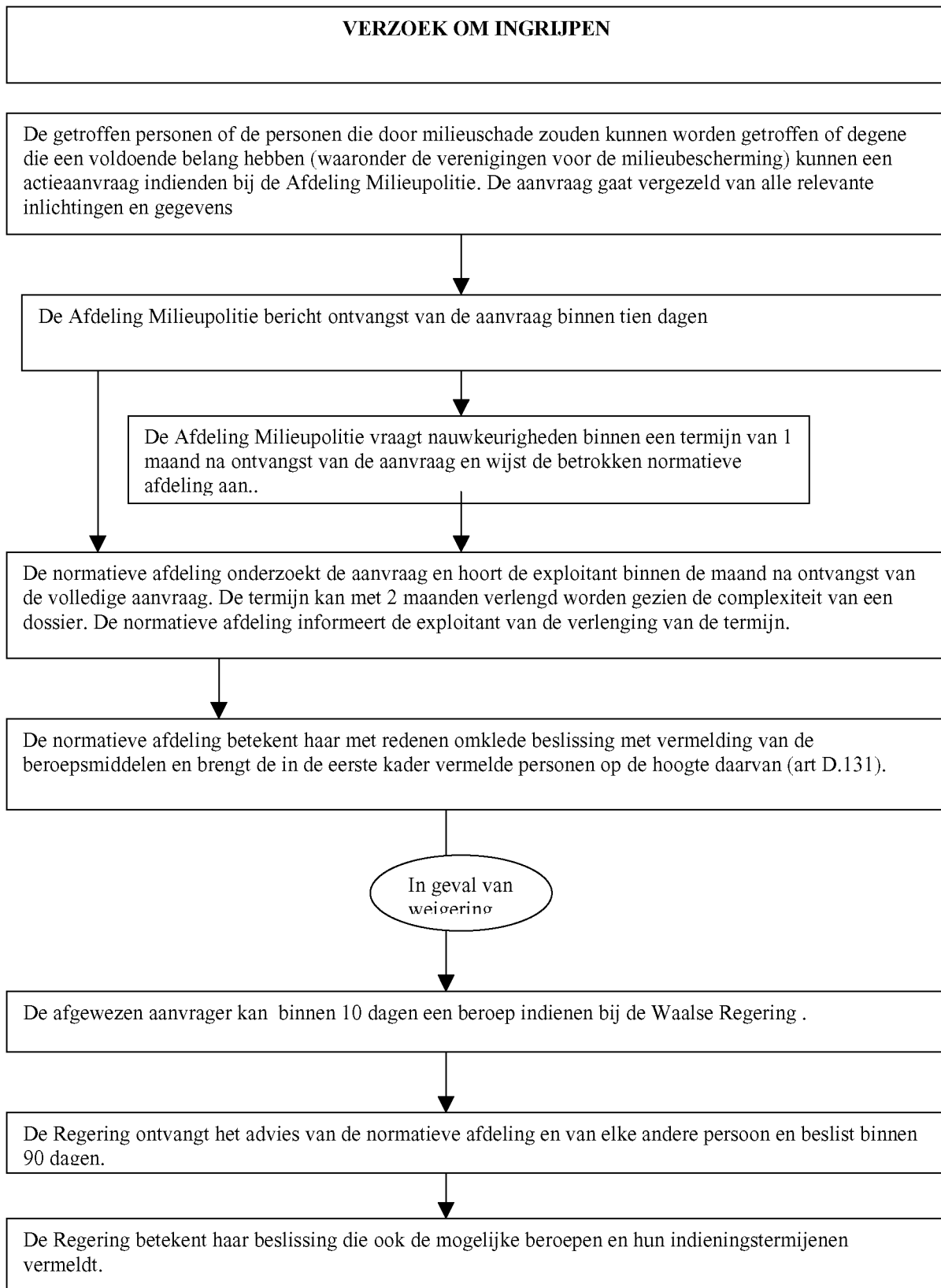


<sup>1</sup> Herinnering : de beslissingen van de bevoegde overheid zijn onderworpen aan de procedure bepaald bij artikel D.120





<sup>2</sup> Herinnering : de beslissingen van de bevoegde overheid zijn onderworpen aan de procedure bepaald bij artikel D.120





**Terugbetalingsaanvraag (voorzorg- en herstelmaatregelen als de schade door een derde wordt veroorzaakt of voortvloeit uit de naleving van een bevel van een openbare overheid)**

De exploitant dient zijn terugbetalingsaanvraag in bij de Directie Coördinatie van het Milieubeleid en informeert de getroffen personen of de personen die door de milieuschade zouden kunnen worden getroffen of degene die een voldoende belang hebben, de personen op wier terrein herstelmaatregelen zijn toegepast alsmede het betrokken gemeentecollege.

Binnen 20 dagen na ontvangst van de aanvraag raadpleegt de Directie Coördinatie van het Milieubeleid de Afdeling Milieupolitie (cel ad hoc) en vraagt in voorkomend geval de ontbrekende bewijsstukken aan de aanvrager

Binnen 20 dagen betekent de Directie Coördinatie van het Milieubeleid het volledige karakter van de aanvraag per aangetekend schrijven

De Directie Coördinatie van het Milieubeleid hoort de exploitant en de in artikel D.120 bedoelde personen en beslist binnen 90 dagen

De Directie Coördinatie van het Milieubeleid betekent haar met redenen omklede beslissing aan de exploitant en de personen bedoeld in de artikelen D.120 en D.131 en vermeldt de beroepsmiddelen en termijnen

Als de Directie Coördinatie van het Milieubeleid binnen de termijnen niet heeft beslist, kan de aanvrager haar een aanmaning tot beslissing sturen

Als de Directie Coördinatie van het Milieubeleid binnen 30 dagen niet heeft gereageerd, wordt de aanvraag geacht verworpen te zijn

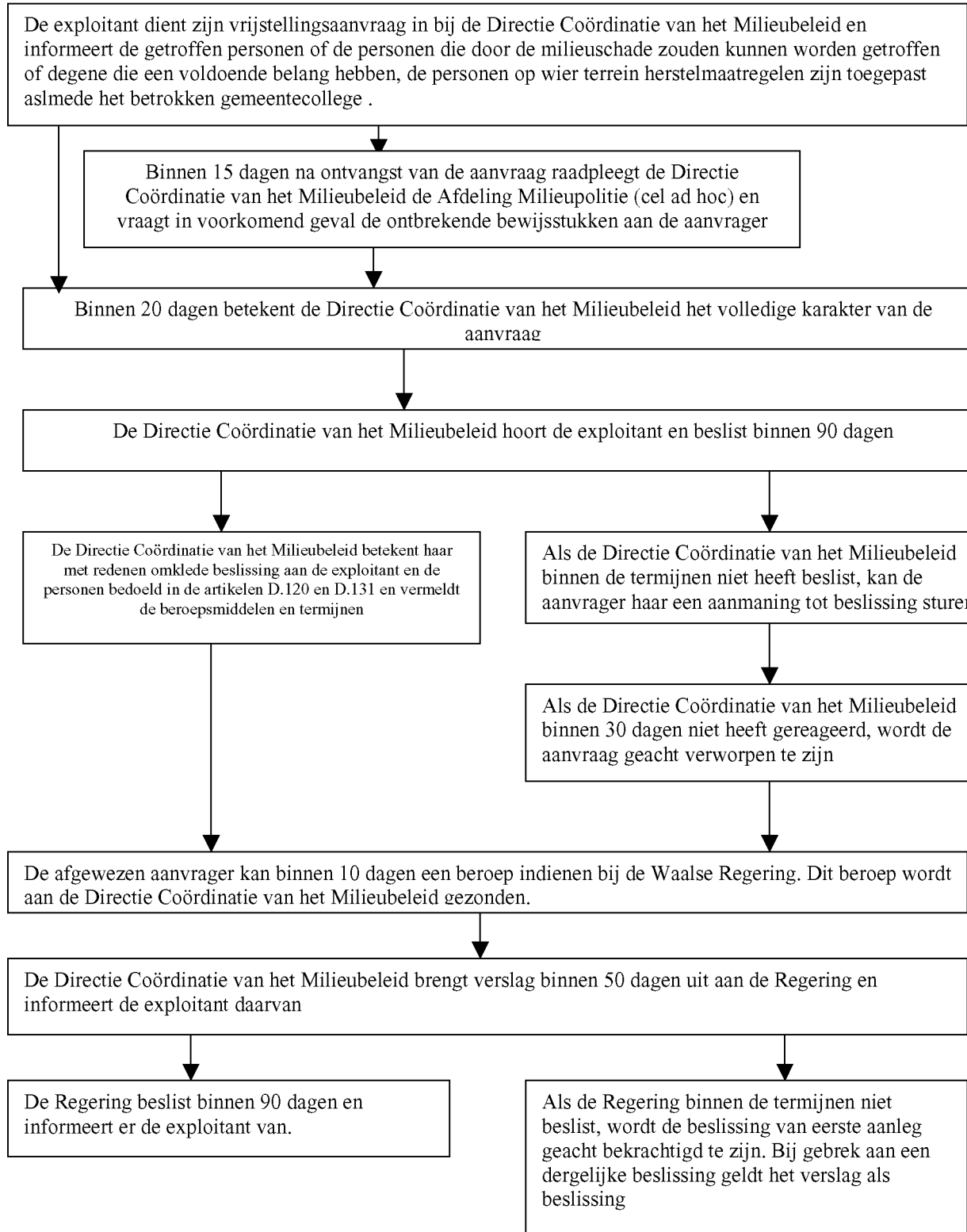
De afgewezen aanvrager kan binnen 10 dagen een beroep indienen bij de Waalse Regering. Dit beroep wordt aan de Directie Coördinatie van het Milieubeleid gezonden.

De Directie Coördinatie van het Milieubeleid brengt verslag binnen 50 dagen uit aan de Regering en informeert de exploitant daarvan

De Regering beslist binnen 90 dagen en informeert er de exploitant van. Haar beslissing vermeldt de beroepsmiddelen

Als de Regering binnen de termijnen niet beslist, wordt de beslissing van eerste aanleg geacht bekrachtigd te zijn. Bij gebrek aan een dergelijke beslissing geldt het verslag als beslissing

**Vrijstellingsaanvraag(kosten van de herselmaatregelen – permit defence en State of the art)**



### Stelling van financiële garanties

Op voorstel van de Afdeling Milieupolitie (cel ad hoc) of van de betrokken normatieve afdeling kan de Directie Coördinatie van het Milieubeleid de stelling van een financiële garantie vragen. Deze aanvraag wordt ingediend per aangetekend schrijven waarin het bedrag en de wijze van stelling van de garantie nader bepaald worden.

Als geen zekerheid wordt gesteld binnen de termijn, laat de Directie Coördinatie van het Milieubeleid een bevel tot betaling binnen 24 uur betekenen.

Aan het einde van de beveltermijn kan de Directie Coördinatie van het Milieubeleid tot een inbeslagname laten overgaan.

#### 4. Beschikbare informatie

##### a) Water

Netwerk voor de bewaking van de oppervlaktewateren <http://aquapol.environnement.wallonie.be/login.do>

Zwemwaterkwaliteit <http://aquabact.environnement.wallonie.be/login.do>

Fysisch-chemische kwaliteit van de waterlopen in het Waalse Gewest : <http://aquaphyc.environnement.wallonie.be/login.do>

Stand van de ondergrondse waterlagen in Wallonië : <http://environnement.wallonie.be/de/eso/atlas/index.htm>

##### b) Bodems

Vanaf de website met cartografisch materiaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie zijn volgende documenten toegankelijk :

- inventaris van de bodemkwaliteit;
  - de geologische kaarten van Wallonië op 1/25 000e;
  - de mijnconcessies;
  - de karstverschijnselen (vectoriële versie van de Atlas van de karst);
  - de kaarten met de sintelbergen.
- Zware metalen

Heden worden gegevens verwerkt in verband met de aanwezigheid van bepaalde zware metalen in de landbouwbodems. Dankzij die verwerkte gegevens, in verband gebracht met bepaalde eigenschappen van de bodem of de ondergrond (bodemkaart van Wallonië...) kan voor die elementen een bodemkadaster tot stand worden gebracht.

Vertrekkend van dat kadaster, van vast te stellen dwingende voorwaarden en geschikte kaartdocumenten moet een onderzoek dat heden in de eindfase zit (CAPASOL-project) uitmonden in een voorspellend instrument dat het vermoedelijke gehalte aan zware metalen in een perceel moet bepalen.

##### — Stikstof

Op grond van de grondgebondenheidscoëfficiënten (verhouding tussen de gebruikte organische stikstof en de spreidbare stikstof) zal de Directie Bodemverontreiniging

- bedrijf per bedrijf beschikken over een historiek van de stand van zaken sinds 2003 wat het organische stikstofbeheer betreft;
- sinds het seizoen 2005 de gemiddelde stikstoftoevoer uit organische bron kunnen vaststellen op ongeacht welke gewenste erkenningszone voor zover die laatste in kaart is gebracht in het bestuur (gemeente, voormalige gemeente, waterlichaam...);
- op middellange termijn die gegevensbank kunnen aanvullen met minerale stikstoftoevoer.

Overigens voorziet het nieuwe plan voor duurzaam stikstofbeheer in de verwezenlijking, onder bepaalde voorwaarden, van stikstofprofielen die interessant kunnen zijn voor de verwerking in een gegevensbank.

Volgende gegevensbanken kunnen ook nuttig zijn :

- DOREHA en BEDDS, beheerd door de « Office wallon de déchets » (Waalse Afvalstoffendienst)
- De inventaris van de afgedankte bedrijfsruimtes in het Waalse Gewest, de potentieel met aromatische polycyclische koolwaterstoffen vervuilde locaties en de overeenstemming tussen de kadastrale aard en het verontreinigingsrisico, beheerd door het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium
- Walsols, beheerd door de SPAQuE : <http://www.walsols.be/>

##### c) Biodiversiteit

De twee voornaamste hoofdlijnen van de kennis over de biodiversiteit zijn de soorten en de habitats.

## A. DE SOORTEN

### 1. Permanente opvolging van zes groepen indicaties opleverende soorten (namelijk meer dan 350 soorten in totaal)

De doelstellingen zijn :

het opsporen en interpreteren van grote veranderingen in de Waalse biodiversiteit en de grote oorzaken ervan; de inventaris van de biologisch zeer waardevolle locaties verder aanvullen.

De opvolging gebeurt sinds 1989. De zes volgende taxa worden opgevolgd : kikvorsachtigen, reptielen, vogels, vleermuizen, waterjuffers, dagvlinders. Die om en bij de 350 soorten bestrijken een brede waaier aan milieumomstandigheden : dankzij de evolutie van hun statuut (verdeling, dichtheid) kunnen grote veranderingen in de Waalse biodiversiteit opgespoord en geduid worden. Dat werk uit zich meer bepaald in de uitgave van atlanten in verband met de evolutieve verdeling.

Die gegevens worden centraal verwerkt om zo veel mogelijk informatie te vergaren over de locaties die ingenomen worden door de soorten wier statuut bijzondere aandacht verdient (soorten vermeld op de « rode lijsten », lijsten opgesteld in functie van de zeldzaamheid en het gevaar van achteruitgang).

### 2. Permanente opvolging van zoetwatermacro-ongewervelden

Het doel is de opvolging van de biologische kwaliteit van de waterlopen. De waterlopen worden regelmatig opgevolgd inzake biologische kwaliteit via een gestandaardiseerde methode gegrond op de macro-ongewervelden (benthos). Die methode houdt de verzameling in van een groot aantal monsters en resulteert in een grote verzameling dieren die nauwgezet onderzoek mogelijk maken.

### 3. Permanente opvolging van wilde hoefdierbestanden

Doel is de dichtheid van de wilde hoefdierbestanden te meten en de afschietplannen aan te passen voor de vrijwaring van het evenwicht tussen bos en wild. De opvolging van grote hoefdieren (hert, ree, everzwijn, moeflon, damhert) wordt jaarlijks verricht door de Afdeling Natuur en Bossen : telling in de lente en afschietstatistieken. De gegevens worden ter beschikking gesteld van het « Centre de Recherche de la Nature, des Forêts et du Bois ».

### 4. Periodieke balansen voor andere taxa

Doel is de informatie verder aan te vullen die bekomen wordt met de regelmatige opvolgingen met informatie over andere taxonomische groepen.

Periodieke balansen worden door het Waalse Gewest gefinancierd. Zo staan er in het rapport over de staat van het Waalse leefmilieu 2006-2007 syntheses over – naast de zes voornoemde taxa – de hogere planten, de sporeplanten (paddenstoelen, mossen, leverkruid, korstmoss), de carabidae, de vissen, de zoogdieren, de kevers en de woekerende soorten. De vliesvleugeligen hebben in 1993 het voorwerp uitgemaakt van een synthese.

## B. DE HABITATS

Volgende inventarissen zijn aan de gang :

### 1. Inventaris van de biologisch zeer waardevolle locaties.

Doel is zo veel mogelijk biologisch zeer waardevolle locaties in een lijst onder te brengen. Die inventaris wordt door bovengenoemd Centrum bijgehouden. Daarin worden de locaties bijgehouden waar soorten uit de « rode lijst » waargenomen worden. De locaties die ontdekt worden bij bijzondere werkzaamheden (inventaris voor de gemeentelijke plannen voor natuurontwikkeling bv) worden eveneens daarin opgenomen. Op grond van die gegevensbank en door de informatie met veldwerk aan te vullen wordt beoogd een inventaris op te stellen van de biologisch zeer waardevolle locaties per houtvesterij, zodat een operationele grondslag beschikbaar is voor de identificatie van de ecologische hoofdstructuur en de ontwikkeling ervan (dit experiment is aan de gang in de houtvesterij Neufchâteau).

### 2. Natura 2000-locaties

Doel is de staat van instandhouding van de Natura 2000-locaties nauwkeurig te kennen om de bescherming en, in sommige gevallen, het herstel ervan te waarborgen. Voor de 220 944 ha Natura 2000-locaties worden de habitats zeer nauwkeurig in kaart gebracht, waarbij zo vaak mogelijk een beoordeling opgenomen wordt van de staat van instandhouding van de soorten en de habitats die in die locaties aanwezig zijn. Op termijn betreft dat 13 % van het grondgebied, w.o. de meest bloeiende milieus.

### 3. Permanente inventaris van het bosareaal

Doel is de evolutie op te volgen van het Waalse bosareaal (één derde van het grondgebied). Hoewel die inventaris aanvankelijk diende om vraagstukken ivm de economische functie van het bosareaal te beantwoorden, beoogt hij nu ook parameters inzake biodiversiteit. Met die inventaris wordt een groot aantal indicatoren inzake de biologische evolutie van het bosareaal samengebracht.

### 4. Inrichting van het bosareaal

Doel is een beheersplan voor de bossen op te stellen die gegrond is op de stand van het bosareaal. De stand van het bosareaal en de kaartdocumenten uitgevoerd voor de inrichting van het bosareaal verstrekken nuttige informatie voor een beter inzicht in de biologische kwaliteit van het bosareaal (bestanden, soorten, pedologie, behandelingen,...). Bij de nieuwe inrichtingen van het bosareaal wordt meer aandacht besteed aan biologische zaken (meer bepaald rekening houdend met Natura 2000 en de circulaire biodiversiteit in de bossen).

Voor gedetailleerdere informatie kunt u terecht op de website <http://biodiversite.wallonie.be/> en op de website <http://environnement.wallonie.be/eew/default.aspx> voor een overzichtsverslag over het Waalse milieu.

### 5. Het hydromorfologisch bewakingsnetwerk

Het betreft een bewakingsnetwerk van de waterlichamen waarbij rekening wordt gehouden met de fysieke parameters van de bedding, de kanten, de alluviale vlakke, de plantengroei en de aquatische habitats.

### 6. Aansluiting op de bestaande wetgeving

Deze afdeling strekt ertoe voorbeelden te geven van wetgevingen die toegepast zouden kunnen worden bij de bepaling van de maatregelen die getroffen zouden moeten worden bij dreigende of aangetoonde milieuschade. Het betreft referenties met informatiewaarde waarmee men zich een beeld kan vormen van het soort te overwegen maatregelen.

Preventieve maatregelen :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- de maatregelen bedoeld in de artikelen 58, 64, 65, 66, 71, 72 en 74 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning</li> <li>- de « veiligheidsmaatregelen » bedoeld in de artikelen 41 tot 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen</li> <li>- de « dringende maatregelen » zoals omschreven in artikel D.21 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.</li> <li>-</li> </ul>
Herstelmaatregelen :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- de maatregelen bedoeld in de artikelen 58, 59bis, 65, 72 en 74 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning</li> <li>- de « maatregelen voor herstel in oorspronkelijke staat » bedoeld in de artikelen 2, 19°, en de « veiligheidsmaatregelen » bedoeld in de artikelen 41 tot 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen</li> <li>- de openbare sanering bedoeld in de artikelen D.2, 4°, D.217 en D.218 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en de maatregelen bedoeld in de artikelen D.158, D.167, D.183, D.190, D.406 en in de artikelen R.262 tot R.270 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;</li> <li>- de herstelmaatregelen bedoeld in artikel 62 van de wet op het natuurbehoud;</li> </ul>

6. Referentietabel met de activiteiten van bijlage I bij het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek

Die tabel strekt ertoe de activiteiten van bijlage I in overeenstemming te brengen met de gewestelijke of de federale wetgeving die ermee verband houdt.

Bijlage I, decreetgevend deel van het Milieuwetboek	Wettelijke referentie
<p>1. De exploitatie van de volgende installaties die aan een milieuvergunning onderworpen zijn overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning :</p> <p>1. Energie-industrie</p> <p>1.1. Verbrandingsinstallaties met een warmtevermogen hoger dan 50 MW.</p> <p>1.2. Aardolie- en gasraffinaderijen.</p> <p>1.3. Cokesfabrieken.</p> <p>1.4. Installaties voor het vergassen en vloeibaar maken van steenkool.</p> <p>2. Productie en verwerking van metalen</p> <p>2.1. installaties voor het roosteren of sinteren van metaalhoudend mineraal, met inbegrip van zwavelhoudend erts.</p> <p>2.2. Installaties voor de productie van gietijzer of staal (primaire of secundaire smelting), met inbegrip van uitrustingen voor continu gieten, met een capaciteit van meer dan 2,5 ton per uur.</p> <p>2.3. Installaties voor verwerking van ferrometalen door :</p> <p>a) warmwalsen met een capaciteit van meer dan 20 ton ruwstaal per uur;</p> <p>b) smeden met hamers met een slagarbeid van meer dan 50 kilojoule per hamer, wanneer een thermisch vermogen van meer dan 20 MW wordt gebruikt;</p> <p>c) het aanbrengen van deklagen van gesmolten metaal, met een verwerkingscapaciteit van meer dan 2 ton ruwstaal per uur.</p> <p>2.4. Smelterijen van ferrometalen met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag.</p> <p>2.5. Installaties :</p> <p>a) voor de winning van ruwe non-ferrometalen uit erts, concentraat of secundaire grondstoffen met metallurgische, chemische of elektrolytische procédés;</p>	<p>Besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.</p>

Bijlage I, decreetgevend deel van het Milieuwetboek	Wettelijke referentie
<p><i>b)</i> voor het smelten van non-ferrometalen, met inbegrip van legeringen, inclusief terugwinningproducten (affineren, vormgieten) met een smeltcapaciteit van meer dan 4 ton per dag voor lood en cadmium of 20 ton per dag voor alle andere metalen.</p> <p>2.6. Installaties voor oppervlaktebehandeling van metalen en kunststoffen door middel van een elektrolytisch of chemisch procédé, wanneer de inhoud van de gebruikte behandelingsbaden meer dan 30 m<sup>3</sup> bedraagt.</p> <p>3. Minerale industrie</p> <p>3.1. installaties voor de productie van cementklinkers in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 ton per dag, of van kalk in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag, of in andere soorten ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag.</p> <p>3.2. Installaties voor de winning van asbest en de fabricage van asbestproducten.</p> <p>3.3. Installaties voor de fabricage van glas, met inbegrip van installaties voor de fabricage van glasvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 ton per dag.</p> <p>3.4. Installaties voor het smelten van minerale stoffen, met inbegrip van installaties voor de fabricage van mineraalvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 ton per dag.</p> <p>3.5. Installaties voor het fabriceren van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein, met een productiecapaciteit van meer dan 75 ton per dag, en/of een ovencapaciteit van meer dan 4 m<sup>3</sup> en met een plaatsingsdichtheid per oven van meer dan 300 kg/m<sup>3</sup>.</p> <p>4. Chemische industrie</p> <p>Onder productie in de zin van de categorieën activiteiten bedoeld in deze rubriek wordt verstaan de productie op industriële schaal door chemische omzetting van stoffen of groepen van stoffen bedoeld in de punten 4.1. tot 4.6.</p> <p>4.1. Chemische installaties voor de fabricage van organisch-chemische basisproducten, zoals :</p> <p><i>a)</i> eenvoudige koolwaterstoffen (lineaire of cyclische, verzadigde of onverzadigde, alifatische of aromatische);</p> <p><i>b)</i> zuurstofhoudende koolwaterstoffen, zoals alcoholen, aldehyden, ketonen, carbonzuren, esters, acetaten, ethers, peroxyden, epoxyharsen;</p> <p><i>c)</i> zwavelhoudende koolwaterstoffen;</p> <p><i>d)</i> stikstofhoudende koolwaterstoffen, zoals aminen, amiden, nitroso-, nitroen, nitraatverbindingen, nitrillen, cyanaten, isocyanaten;</p> <p><i>e)</i> fosforhoudende koolwaterstoffen;</p> <p><i>f)</i> halogeenhoudende koolwaterstoffen;</p> <p><i>g)</i> organometaalverbindingen;</p> <p><i>h)</i> kunststof-basisproducten (polymeren, kunstvezels, cellulosevezels);</p> <p><i>i)</i> synthetische rubber;</p> <p><i>j)</i> kleurstoffen en pigmenten;</p> <p><i>k)</i> tensioactieve stoffen en tensiden.</p>	

Bijlage I, decreetgevend deel van het Milieuwetboek	Wettelijke referentie
<p>4.2. Chemische installaties voor de fabricage van anorganisch-chemische basisproducten, zoals :</p> <p><i>a)</i> gassen, zoals ammoniak, chloor of chloorwaterstof, fluor of fluorwaterstof, kooloxiden, zwavelverbindingen, stikstofoxiden, waterstof, zwaveldioxide, carbonyldichloride;</p> <p><i>b)</i> zuren, zoals chroomzuur, fluorwaterstofzuur, fosforzuur, salpeterzuur, zoutzuur, zwavelzuur, oleum, zwaveligzuur,</p> <p><i>c)</i> basen, zoals ammoniumhydroxide, kaliumhydroxide, natriumhydroxide,</p> <p><i>d)</i> zouten, zoals ammoniumchloride, kaliumchloraat, kaliumcarbonaat, natriumcarbonaat, perboraat, zilvernitraat;</p> <p><i>e)</i> niet-metalen, metaaloxiden of andere anorganische verbindingen, zoals calciumcarbide, silicium, siliciumcarbide.</p> <p>4.3. Chemische installaties voor de fabricage van fosfaat-, stikstof- of kaliumhoudende meststoffen (enkelvoudige of samengestelde meststoffen)</p> <p>4.4. Chemische installaties voor de fabricage van basisproducten voor gewasbescherming en van biociden</p> <p>4.5. Installaties voor de fabricage van farmaceutische basisproducten die een chemisch of biologisch procédé gebruiken</p> <p>4.6. Chemische installaties voor de fabricage van explosieven</p> <p>5. Afvalbeheer</p> <p>Onverminderd punt 2 hieronder :</p> <p>5.1. <i>a)</i> Installaties voor de verwijdering of de valorisering van gevaarlijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalstoffencatalogus, zoals omschreven in de bijlagen II, III (verrichtingen R1, R5, R6, R8 en R9) en IV van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met een capaciteit van meer dan 10 ton per dag</p> <p>5.2. Installaties voor de verbranding van huishoudelijk afval zoals bepaald in artikel 1, 6° tot 8°, van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993 tot bestrijding van door installaties voor de verbranding van huisvuil veroorzaakte luchtverontreiniging, met een capaciteit hoger dan 3 ton per uur.</p> <p>5.3. Installaties voor de verwijdering van ongevaarlijke afvalstoffen in de zin van bijlage II bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, rubrieken D8 en D9, met een capaciteit van meer dan 50 ton per dag</p> <p>5.4. Stortplaatsen die meer dan 10 ton per dag ontvangen of een totale capaciteit van meer dan 25 000 ton hebben, met uitzondering van de stortplaatsen voor inerte afvalstoffen.</p> <p>6. Overige activiteiten</p> <p>6.1. Industriële installaties voor :</p> <p><i>a)</i> papierpulp uit hout of uit andere vezelstoffen;</p> <p><i>b)</i> papier en karton met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag.</p>	

Bijlage I, decreetgevend deel van het Milieuwetboek	Wettelijke referentie
<p>6.2. Installaties voor de voorbehandeling (wassen, bleken, merceriseren) of het verven van vezels of textiel met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 ton per dag.</p> <p>6.3. Installaties voor het looien van huiden met een verwerkingscapaciteit van meer dan 12 ton eindproducten per dag</p> <p>6.4. a) Slachthuizen met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag geslachte dieren;</p> <p>b) Bewerking en verwerking voor de fabricage van levensmiddelen op basis van :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dierlijke grondstoffen (andere dan melk) met een productiecapaciteit van meer dan 75 ton per dag eindproducten;</li> <li>- plantaardige grondstoffen met een productiecapaciteit van meer dan 300 ton per dag eindproducten (gemiddelde waarde op driemaandelijke basis);</li> </ul> <p>c) Bewerking en verwerking van melk, met een hoeveelheid ontvangen melk van meer dan 200 ton per dag (gemiddelde waarde op jaarbasis).</p> <p>6.5. Installaties voor de destructie of de nuttige toepassing van kadavers en dierlijk afval met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 ton per dag</p> <p>6.6. Installaties voor intensieve pluimvee- of varkenshouderij met meer dan :</p> <p>a) 40 000 plaatsen voor pluimvee;</p> <p>b) 2 000 plaatsen voor mestvarkens (van meer dan 30 kg) of;</p> <p>c) 750 plaatsen voor zeugen.</p> <p>6.7. Installaties voor de oppervlaktebehandeling van stoffen, voorwerpen of producten, waarin organische oplosmiddelen worden gebruikt, in het bijzonder voor het appreteren, bedrukken, het aanbrengen van een laag, het ontvetten, het vocht dicht maken, lijmen, verven, reinigen of impregneren, met een verbruikscapaciteit van meer dan 150 kg oplosmiddel per uur, of meer dan 200 ton per jaar</p> <p>6.8. Installaties voor de fabricage van koolstof (harde gebrande steenkool) of elektrografiet door verbranding of grafitisering.</p> <p>Deze bijlage is niet van toepassing op installaties of gedeelten van installaties die gebruikt worden voor het uitzoeken, ontwikkelen en uitproberen van nieuwe producten en processen.</p>	
<p>2. Alle afvalbeheeractiviteiten, zoals de inzameling, het vervoer, de nuttige toepassing en de verwijdering van afvalstoffen, met inbegrip van het toezicht op dergelijke activiteiten en de nazorg op de verwijderingslocaties, die onderworpen zijn aan een milieuv vergunning, een vergunnings- of registratieplicht.</p>	<p>Artikelen 3 en 11 van het decreet van 11 juni 27/06/1996 betreffende de afvalstoffen  Regeringsbesluit 14/06/2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt</p> <p>Regeringsbesluit 02/06/1987 betreffende de reglementering voor de uit-, in- en doorvoer van afvalstoffen</p> <p>Regeringsbesluit 13/11/2003 betreffende de registratie van ophalers en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen</p> <p>Besluit van de Waalse Executieve van 09/04/1992 (rubriek 90.2 van bijlage I bij het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten)</p>



Bijlage I, decreetgevend deel van het Milieuwetboek	Wettelijke referentie
Deze activiteiten omvatten onder meer de exploitatie van centra voor technische ingraving en de exploitatie van verbrandingsinstallaties.	<p>Artikelen 19 en 20 van het decreet van 11 juni 27/06/1996 betreffende de afvalstoffen</p> <p>Regeringsbesluit van 27/02/2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingravingen van 18/03/2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving in de zin van het regeringsbesluit van 27/02/2003 houdende sectorale voorwaarden betreffende verbrandings- en meeverbrandingsinstallaties voor afval (rubrieken 90.24 en 90.25 van bijlage I bij het besluit van 04/07/2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de gedeelde installaties en activiteiten).</p>
3. Lozingen op landoppervlaktewateren die aan een milieuvergunning zijn onderworpen.	<p>- artikelen D.159, 1° tot 6°, en R.131 tot 141 van Boek II van het Waterwetboek</p> <p>- KB van 03/08/1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater</p> <p>- besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11/02/1993 tot vaststelling van de algemene voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat gevaarlijke stoffen van lijst I bevat (artikel 90.1 van de nomenclatuur van bijlage I bij het besluit van 04/07/2002).</p>
4. Lozingen of injectie van verontreinigende of gevaarlijke stoffen op of in oppervlaktewateren of het grondwater die aan een milieuvergunning zijn onderworpen.	artikelen D.170 en R.174 tot R.187 van het Waterwetboek
<p>5. Alle wateronttrekking en -opstuwning die aan een milieuvergunning onderworpen zijn.</p> <p>6. De fabricage, het gebruik, de opslag, de verwerking, de storting, de emissie in het milieu en het vervoer op het terrein van de onderneming, van :</p> <p>a) gevaarlijke stoffen in de zin van de reglementering inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen;</p> <p>b) gevaarlijke preparaten in de zin van de reglementering inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten;</p> <p>c) gewasbeschermingsmiddelen als gedefinieerd in de reglementering betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen;</p> <p>d) biociden als gedefinieerd in de reglementering betreffende het op de markt brengen van biociden.</p>	<p>artikelen D.169 en D.170 van Boek II van het Waterwetboek</p> <p>artikel 1, § 4, van het KB van 24/05/1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu</p> <p>artikel 1, § 2, van het KB van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan, zoals vervangen bij het KB van 17 juli 2002</p> <p>artikel 1, 2°, van het KB van 28/02/1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik</p> <p>artikel 1, 1°, van het KB van 22/05/2003 betreffende het op de markt brengen en het gebruiken van biociden</p>

Bijlage I, decreetgevend deel van het Milieuwetboek	Wettelijke referentie
7. Het vervoer over de weg, per spoor, over de binnenwateren, over zee of in de lucht van gevaarlijke of verontreinigende goederen in de zin van de reglementering inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, per spoor, of de minimumeisen voor schepen die gevaarlijke of verontreinigende goederen vervoeren en die naar of uit de zeehavens van de Gemeenschap varen.	KB van 09/03/2003 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen KB van 20/07/2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen  KB van 04/08/1981 houdende politie- en scheepvaartreglement voor de Belgische territoriale zee, de havens en de stranden van de Belgische kust  KB van 23/09/1992 houdende politiereglement van de Beneden-Zeeschelde
8. De exploitatie van installaties die overeenkomstig de reglementering betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte luchtverontreiniging aan een vergunningsplicht zijn onderworpen, meer bepaald met betrekking tot de uitstoot in de lucht van onder de bovengenoemde richtlijn vallende verontreinigende stoffen.	regeringsbesluit van 09/12/1993 betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte luchtverontreiniging
9. Het ingeperkt gebruik, met inbegrip van vervoer, van genetisch gemodificeerde micro-organismen in de zin van de reglementering inzake het ingeperkte gebruik van genetisch gemodificeerde micro-organismen.	Regeringsbesluit van 18/04/2002 tot wijziging van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming inzake het ingeperkte gebruik van genetisch gemodificeerde en/of pathogene organismen
10. Elke grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en uit de Europese Unie waarvoor een vergunning is vereist dan wel een verbod geldt in de zin van de reglementering betreffende toezicht en controle op de overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en uit de Europese Gemeenschap.	Regeringsbesluit van 09/06/1994 betreffende toezicht en controle op de overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en uit de Europese Gemeenschap
11. Het beheer van mijnbouwafval overeenkomstig Richtlijn 2006/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 betreffende het beheer van afval van winningsindustrieën.	Wetgeving in voorbereiding

#### 7. Besluit

Het veroorzakerprincipe (« de vervuiler betaalt ») was reeds verwoord in het Waalse recht (artikel D.3, 2°, van Boek I van het Milieuwetboek). Dat beginsel speelt een ontradende rol bij overtredingen van de milieuwetgeving en draagt daardoor bij tot de verwezenlijking van de doelstellingen en tot de toepassing van het gewestelijk leefmilieubeleid.

In het Waalse Gewest beschikken we reeds over talrijke juridische instrumenten :

- om elke aantasting van het leefmilieu te voorkomen : de milieuvergunning is het instrument bij uitstek om de voorwaarden vast te stellen ter vermindering van de vervuiling;
- om schade te herstellen : de milieudecreten voorzien in straf- en soms bestuursrechtelijke sancties.

Dat instrumentarium wordt heden aangevuld met het decreet van 22 november 2007 tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek met betrekking tot het voorkomen en herstellen van milieuschade. Het is een nieuwe gelegenheid om een betere bescherming van het leefmilieu te garanderen.

Binnenkort vormt het decreet betreffende het opsporen, vaststellen, vervolgen en bestraffen van overtredingen inzake leefmilieu een nog grotere stap in de daadwerkelijke milieubescherming.

Voor verdere inlichtingen kunt u terecht bij mijn administratie

Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu

Avenue Prince de Liège 15

5100 Namur

Tel. : +32 (0) 81 33 50 50

Fax : +32 (0) 81 33 51 22

E-Mail :

Website <http://environnement.wallonie.be/>

Namen, 6 maart 2008.

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN